

RUNGIS, MARCHÉ
durable
d'Excellence

Écosystème **DIVERSITÉ**
Gastronomie
Logistique **QUALITÉ**

Rapport Annuel 2013

Marché International de Rungis



Sommaire

6 Message du Président-directeur général de la SEMMARIS • **8** La direction de la SEMMARIS • **10** Chiffres clés 2013 • **Stratégie de développement** • **14** Le développement durable • **16** Services d'intérêt général • **20** Affaires publiques • **22** Développement • **26** Temps forts 2013 • **L'activité du Marché** • **32** Message du Président d'Unigros • **34** L'année des entreprises • **36** Les fruits et légumes • **40** Les produits carnés • **44** Les produits de la mer et d'eau douce • **48** Les produits laitiers et traiteur • **52** L'horticulture et la décoration • **56** Les activités logistiques • **Rapport financier de la SEMMARIS**

Florence Levillain

Pour illustrer ce Rapport annuel 2013, la SEMMARIS a choisi de faire appel à la **photographe Florence Levillain** récompensée par le prix Kodak. Durant plusieurs semaines, elle a exercé son regard à la recherche de nouveaux instants de la vie et des activités du Marché.

2013 aura été une année importante pour le Marché de Rungis, avec notamment la décision de créer une Cité de la Gastronomie.

Déjà la SEMMARIS a inauguré un pavillon reposant sur un concept novateur constituant la première réalisation d'une Allée dédiée à la gastronomie. Tout en poursuivant des travaux de modernisation, elle se projette dans l'avenir en étudiant les prochains développements du Marché. Elle a intensifié sa politique de développement durable et tourné résolument sa stratégie vers l'innovation. Résultat : l'image et la notoriété de Rungis rayonnent de plus en plus, au point d'en faire une marque incontournable de l'univers alimentaire. Grâce à des opérateurs en constant renouvellement, le Marché maintient les volumes de marchandises qui s'y échangent et diversifie toujours davantage ses activités.













Quel mot permettrait, selon vous, de caractériser le mieux l'année 2013 pour le Marché de Rungis ?

Sans hésiter, c'est le mot gastronomie. Dès le mois de janvier 2013, Paris-Rungis a été désigné Cité de la Gastronomie. Nous, nous la construisons tous les jours. La plus récente illustration en est la création du nouveau pavillon F5C, le « pavillon de la Gastronomie », occupé par six entreprises expertes. La gastronomie à Rungis est avant tout une gastronomie de produits, plus que de sophistication. Nous n'en défendons pas une vision élitiste : elle consiste à apporter du plaisir au plus grand nombre. Nous sommes bien sûr flattés que les très grands chefs viennent sur le Marché mais nous sommes tout aussi heureux d'approvisionner tous nos concitoyens, privilégiant ainsi une cuisine fine et de découverte grâce à la largeur et à la profondeur de nos gammes. Un avantage auquel peu peuvent prétendre.

La logistique occupe également une place grandissante dans vos préoccupations...

C'est sans doute le second mot qui vient à l'esprit. Il est tout aussi important mais il recouvre de nombreuses réalités et revêt des définitions différentes.

Ma vision des choses à long terme est la suivante. Notre métier consiste finalement à aller chercher des produits et à les apporter au plus près du consommateur. Cependant, des contraintes diverses vont rendre les villes de plus en plus impénétrables ; il faudra trouver des solutions intelligentes pour que les consommateurs ne soient pas privés des meilleurs produits que nous sommes les seuls capables de trouver et de distribuer avec régularité. Le Marché est parfaitement adapté à ce métier. Encore nous faut-il être en mesure de les acheminer sur la table du consommateur. C'est toute la question de la logistique du dernier kilomètre face à laquelle le consommateur défend des aspirations contradictoires et un peu schizophréniques : il veut accéder rapidement à des produits frais mais à condition, en même temps, de réduire les rejets de CO₂ dans l'atmosphère et sans nuisance sonore... Notre réflexion sur la logistique nécessitera donc un travail intense avec toutes les parties prenantes pour trouver des solutions nouvelles.

Cela s'inscrit-il dans la stratégie Rungis Green Business lancée en 2013 ?

On ne peut plus vendre les produits de la même manière que dans les années 1970. Le consommateur veut savoir d'où ils viennent, obtenir une assurance

“ Le Marché International de Rungis est devenu incontournable ”

Stéphane Layani

Président-directeur général de la SEMMARIS

sur la qualité de leur production et, par ailleurs, il souhaite qu'on lui raconte une histoire, faite de valeurs et de sens. Le Marché depuis sa création constitue cet écosystème unique; il lui suffit de poursuivre cette tradition économe en moyens et de développer ses fondamentaux. Par notre concentration sur un espace unique, nous évitons de disséminer les camions dans toute la région francilienne. Nous recyclons nos déchets, voire ceux de nos clients. Maintenant, il faut aller au-delà. C'est tout le projet d'entreprise que j'ai décidé pour le plus grand marché de produits frais du monde. Nos cadres sont déjà mobilisés avec l'ensemble de notre personnel pour trouver des innovations de développement durable. Il ne s'agit pas de «green washing» mais tout simplement de la responsabilité sociétale de notre entreprise.

Où en est la feuille de route que vous aviez définie en prenant les rênes de la SEMMARIS?

Cette feuille de route contient quatre axes. Le premier, l'avenir de la concession, a fait pour la première fois l'objet d'un important état des lieux fondé sur une analyse juridique et économique assez complète. Le deuxième, le soutien au marché physique, a été poursuivi avec les travaux de rénovation du secteur des fruits et légumes, la finalisation du Pavillon de la Gastronomie, le lancement des appels d'offres pour la construction d'un pavillon bio qui devrait être mis en service courant 2015. Le troisième, le développement des zones entrepôts, a également été consolidé avec l'accueil de Del Monte, un opérateur majeur de la banane qui fera de Rungis la plateforme la plus importante en France, et peut-être en Europe, dans ce domaine; soit une banane sur trois consommées en France! Quant au quatrième, à savoir les relais de croissance, une cinquantaine d'innovations vont être proposées à nos opérateurs ou à des acteurs extérieurs. Bref, nous avançons sur de nombreux projets, y compris dans nos partenariats internationaux.

L'ESSENTIEL

- **Notre réflexion sur la logistique nécessitera un travail intense pour trouver des solutions nouvelles.**
- **Nous allons investir de manière contra-cyclique dans les sous-secteurs porc et fleurs coupées.**

Sur le plan économique, que retenir de l'année 2013?

Le Marché est en bonne santé. Son chiffre d'affaires global a progressé de près de 4% en 2012, et la SEMMARIS suit assez logiquement cette tendance. Il y a certes eu certaines faiblesses conjoncturelles d'arrivages en raison, notamment, des aléas climatiques en fruits et légumes ou de la tempête de fin d'année à la marée. Mais globalement, l'activité a été très satisfaisante. Toutefois, je n'oublie pas que certaines entreprises peuvent se trouver dans une situation préoccupante – nos 1 200 entreprises n'en sont pas toutes au même stade de leur cycle de vie –, de même que certaines catégories de produits. C'est pourquoi, nous allons ainsi investir de manière contra-cyclique dans les sous-secteurs porc et fleurs coupées pour les relancer.

En conclusion, comment voyez-vous la position de Rungis aujourd'hui?

Prenant ses racines à l'aube du XII^e siècle, le Marché de Rungis est entré dans la modernité du commerce d'aujourd'hui. Comme premier hub agroalimentaire de France, il s'est imposé dans la visibilité médiatique et politique de notre pays à tel point qu'il est devenu incontournable à beaucoup d'égards et sera, demain, un acteur majeur du Grand Paris.

La direction de la Semmaris



De gauche à droite : Éric Amoros, Jean Perrot, Francis Lefèvre, Jérôme Zoïs, Pénélope Goldsztein, Stéphane Layani, Dominique Batani, Frédérique Wagon, David Bourganel et Christophe Acar.



Le comité stratégique

Stéphane Layani

Président-directeur général

Dominique Batani

Directeur du Marché

David Bourganet

Directeur du Développement

Francis Lefèvre

Secrétaire Général

Frédérique Wagon

Chef de cabinet du Président

Le comité exécutif

Christophe Acar

Directeur Technique Exploitation et Construction

Éric Amoros

Directeur Financier

Pénélope Goldsztein

Directrice des Affaires Juridiques

Jean Perrot

Directeur du Patrimoine

Jérôme Zoïs

Directeur de l'Innovation

Actionariat

Altaréa	33,34 %
État	33,34 %
Ville de Paris	13,19 %
Département du Val-de-Marne	5,60 %
Caisse des Dépôts et Consignations	4,60 %
Professionnels et divers	9,93 %

Chiffres clés 2013

Arrivages sur le Marché Physique

1 478 426

tonnes de produits alimentaires
soit +7,8% par rapport à 2012

Arrivages des activités logistiques

1 100 000

tonnes de produits alimentaires

Occupation des surfaces louables

1 093 330 m²

de locaux
soit 93,31% de taux d'occupation

Fréquentation globale du Marché

6 648 110

entrées

Programme d'investissement de la SEMMARIS

17,6 M€

Nouveaux acheteurs

3 875

créations de cartes d'acheteur
soit +0,26% par rapport à 2012

Fréquentation des acheteurs

	2013	Variation 2013/2012
Commerces de détail en magasin	621 296	-2,1%
Commerces de détail sur marché	348 530	-1,1%
Commerces de gros	122 201	+2,3%
Restauration	58 706	-4,5%
Divers	68 517	-1,5%
Total	1 219 250	-1,5%

Arrivages

	2013 (en tonnes)	Variation 2013/2012
Fruits et légumes	969 129	+13,6%
Produits carnés	280 463	-2,5%
Produits laitiers et avicoles	65 829	+8,1%
Produits traiteur et d'alimentation générale	57 429	-9,6%
Produits de la mer et d'eau douce	105 576	-0,2%
Total	1 478 426	+7,8%
Fleurs coupées (en milliers de tiges)	186 111	-4,2%
Plantes en pot (en milliers de pots)	15 452	-2,8%
Feuillages (en milliers de bottes)	9 439	+3,8%

NDLR: Le secteur Fruits et Légumes a connu en 2013 une discontinuité statistique et une meilleure qualité de la collecte des données qui expliquent en partie cette évolution positive.

Chiffre d'affaires des entreprises du Marché

(en millions d'euros)



5 728 Grossistes
2 748 Autres activités

8 476 M€
chiffre d'affaires 2012

+ 3,5 %
variation 2012/2011

Chiffre d'affaires des grossistes sur le Marché

(en millions d'euros)



2 596 Fruits et légumes
1 447 Produits carnés
844 Produits laitiers, produits traiteur, alimentation générale
655 Produits de la mer et d'eau douce
186 Horticulture et décoration

5 728 M€
chiffre d'affaires 2012

+ 1,3 %
variation 2012/2011

Effectifs employés sur le Marché



3 317 Fruits et légumes
1 496 Produits carnés
1 568 Produits laitiers, produits traiteur, alimentation générale
846 Produits de la mer et d'eau douce
420 Horticulture et décoration
4 127 Autres activités

11 774
employés

Nombre d'entreprises sur le Marché

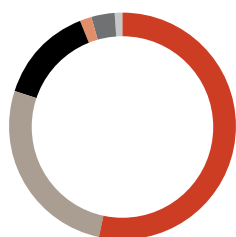


332 Fruits et légumes
78 Produits carnés
118 Produits laitiers, produits traiteur, alimentation générale
46 Produits de la mer et d'eau douce
139 Horticulture et décoration
470 Autres activités

1 183
entreprises

Chiffre d'affaires des autres activités sur le Marché

(en millions d'euros)



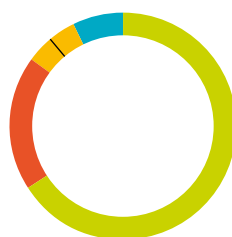
1 467 Courtiers et sociétés d'import-export
736 Transports
383 Activités diverses et services
43 Producteurs
91 Accessoiristes
28 Restaurateurs

2 748 M€
chiffre d'affaires 2012

+ 8,3 %
variation 2012/2011

Répartition des arrivages de produits alimentaires sur le Marché Physique

(en %)



66 Fruits et légumes
19 Produits carnés
4 Produits laitiers
4 Produits traiteur, alimentation générale
7 Produits de la mer et d'eau douce

LA SEMMARIS **investit,**
aménage et promeut *organise,*
le *Marché*
de Rungis.

● **Infrastructures,**
innovation

Elle répond aux enjeux du
développement DURABLE

Stratégie de développement



Le développement durable

AU CŒUR DE NOS ACTIONS

Pour concrétiser sa stratégie RSE, la SEMMARIS a lancé le programme Rungis Green Business en 2013. Il constitue désormais la trame d'une politique qui a donné lieu à un séminaire d'entreprise et à un plan stratégique 2013/2016. 44 actions ont ainsi été imaginées en interne autour de trois axes : une offre de produits et services éco-responsable ; la revalorisation de l'humain, des métiers et des compétences ; l'ancrage du Marché dans son territoire, pour faire de Rungis un écosystème exemplaire et innovant.



PREMIÈRES ACTIONS *Green business*

Logistique fine

La logistique du frais en zone urbaine, souvent qualifiée de logistique du dernier kilomètre, était le thème central des 7^e Entretiens de Rungis organisés par la SEMMARIS le 30 septembre dernier. Cette problématique pose, entre autres, la question des émissions de CO₂ ou des nuisances sonores. Parmi les réponses que la SEMMARIS veut encourager : la mutualisation des flux de livraison ou les véhicules électriques auxquels elle est d'ailleurs en train de convertir sa propre flotte.



Bio



L'offre de Rungis se développe

dans les produits bio depuis de nombreuses années. Bientôt, un pavillon 100% bio verra le jour pour en constituer la figure de proue. Pour la première fois, la SEMMARIS a occupé un stand sur le salon professionnel spécialisé Natexpo, du 20 au 22 octobre 2013, où elle a notamment diffusé son nouveau mini « Qui fait quoi à Rungis » spécial bio.

Gaspillage

La SEMMARIS s'est engagée dans la lutte contre le gaspillage alimentaire dès le lancement du pacte national proposé par le gouvernement, en juin 2013, avec l'objectif de réduire de moitié cette déperdition d'ici à 2025. Par ailleurs, le Marché de Rungis accueille Le Potager de Marianne, chantier d'insertion mis en place par l'ANDES en 2008, pour récupérer les produits alimentaires invendus mais restant consommables.



Déchets

100% des déchets valorisés, que ce soit sous forme de recyclage, d'incinération, ou de biodéchets, la SEMMARIS s'est déjà mis depuis longtemps à l'ère du développement durable. Pour cela, elle a notamment installé des points propreté sur le Marché qui permettent de traiter les déchets des opérateurs. De même, les huiles alimentaires usagées font l'objet d'une collecte spécifique. Sans oublier la gestion de la consommation électrique, du froid ou de l'eau qui est, années après années, optimisée.



“Le pôle Services d'intérêt général de la SEMMARIS est entièrement tourné vers la satisfaction de nos clients. Garantissant une plus grande synergie entre ses différentes composantes, l'organisation actuelle rend encore plus efficace l'exercice de nos missions.”

Dominique Batani
Directeur du Marché

Services d'intérêt général

De nouveaux projets ont été mis à l'étude pour construire le Marché de demain. Des efforts tout particuliers ont été réalisés dans l'exploitation et la maintenance pour optimiser son fonctionnement.

Outre la direction du Marché, le pôle Services d'intérêt général de la SEMMARIS regroupe désormais la direction des ressources humaines et la direction technique de l'exploitation et de la construction. Cette nouvelle organisation vise à constituer un système cohérent pour rendre encore plus efficace le fonctionnement opérationnel. De plus, grâce à la mise en place sur tous les grands projets en cours de comités de pilotage intégrant les entreprises concernées et leurs représentations professionnelles, ce type de démarche participe fortement à la bonne mise en œuvre des projets.

En 2013, l'achèvement du pavillon F5C en aura été l'une des réalisations les plus marquantes, donnant entière satisfaction à ses clients dès son ouverture. 13 millions d'euros y ont été consacrés, dans le respect du budget alloué. Par ailleurs, un nouveau service aux clients a vu le jour avec la mise en location de conteneurs réfrigérés. Dix modules ont ainsi été inaugurés près des quais ferroviaires. Et l'expérience pourra être étendue sur l'aire Novatrans, le long du secteur des entrepôts, avec à terme un potentiel de plusieurs dizaines de conteneurs.

UN NOUVEAU SERVICE

Dix conteneurs réfrigérés ont été installés pour offrir un concept inédit en Europe : 30 mètres carrés chacun, permettant aux acheteurs du Marché, principalement détaillants et e-commerçants, de constituer un stock déporté sur Rungis.

L'année aura également été marquée par le démarrage, début juillet, d'importants travaux de rénovation sur les neuf bâtiments du secteur des fruits et légumes qui devraient s'achever à l'été 2014. Au total, neuf millions auront été investis pour moderniser le plus important secteur en termes de surface du Marché de Rungis. Au programme : peintures, revêtements des sols, renouvellement des éclairages, tant d'ambiance que sélectifs – pour la mise en valeur des produits –, ascenseurs panoramiques permettant, notamment, l'accès aux bureaux des personnes à mobilité réduite... Précisons que ces travaux sont effectués en milieu occupé, aux horaires d'inactivité des bâtiments pour perturber le moins possible l'activité commerciale des opérateurs. Enfin, 2013 aura été l'année du démarrage effectif de la ligne de tramway T7, circulant sur le Marché et donnant lieu à l'installation d'une station jouxtant le péage de la porte de Thiais.

Une année de projets

Au-delà des réalisations concrètes, 2013 aura aussi été une année de projets, aboutissant au lancement de nombreuses études qui dessinent un schéma directeur de l'évolution du Marché de Rungis pour les

9 M€

FRUITS & LÉGUMES

La SEMMARIS rénove l'ensemble des pavillons de vente de son plus important secteur en termes de superficie.



prochaines années. La rénovation des bâtiments du secteur des produits laitiers et traiteur (E4 et E5) – son principe est d'ores et déjà adopté – a été mise à l'étude. Elle intégrera prioritairement le ravalement des façades dans le but d'offrir un ensemble homogène face au nouveau bâtiment F5C. Objectif : apporter une image moderne et qualitative à l'Allée de la Gastronomie tracée à cette occasion.

La future construction d'un nouveau pavillon bio (le D6) en 2015 a donné lieu – une première! – à un concours européen pour la définition de sa conception architecturale et technique. D'ores et déjà, les esquisses ont été retenues, préfigurant une conception qui reste à préciser. Dans la prolongation du projet de l'Allée de la Gastronomie et en lien avec la rénovation des façades découlant de l'inauguration du F5C, un appel à candidatures a également été lancé pour requalifier les avenues de Flandres et de Normandie. Et dans le cadre du renouvellement urbain, une étude de flux a été menée sur l'avenue des Trois marchés pour aboutir, en 2014, à la réalisation d'une coulée verte.

3 000 sources lumineuses

seront renouvelées sur le site de Rungis à l'issue des travaux de rénovation des éclairages publics.

De l'éclairage aux déchets

Aux côtés de ces investissements, réalisés ou en projet, le site de Rungis nécessite de multiples opérations d'exploitation et de maintenance. Le changement de l'éclairage public a été démarré pour s'achever à la fin de l'année 2014. Rappelons qu'il s'agit de renouveler pas moins de 3 000 sources lumineuses, notamment sur les boulevards circulaires, pour sécuriser le site, y améliorer le confort et diminuer la consommation énergétique. De même, l'interconnexion des réseaux de chaleur avec le SIEVD et le SICUCV a avancé avec le dépôt du permis de construire d'une sous-station de chauffage sur le Marché.

Notons également que quatre ponts-basculés ont été installés pour changer les équipements du point E qui réalisent environ 100 000 pesées par an afin de permettre la valorisation de 13 800 tonnes de déchets (cartons notamment) apportés par les clients de Rungis. Plus généralement, les ramassages de déchets laissés au sol ont diminué de 15% en 2013 (-690 tonnes), signe du civisme grandissant des opérateurs du Marché, tandis que les volumes de déchets apportés aux compacteurs ont encore augmenté de 300 tonnes. Au final, près de 46 400 tonnes de déchets ont pu être collectées, aboutissant pour leur majorité dans la valorisation énergétique



UN PAVILLON DE LA GASTRONOMIE

Ouverture du F5C

Achèvement des travaux du pavillon occupé par 6 entreprises spécialisées.

PREMIERS AMÉNAGEMENTS

dans l'attente de la coulée verte, Avenue des 3 marchés.

- 15 %

de déchets

laissés au sol. Ils ont diminué de presque 700 tonnes en 2013 grâce aux efforts des opérateurs.





R22, C'EST FINI !

Avec un an d'avance sur la réglementation, les installations frigorifiques de la SEMMARIS fonctionnent désormais au R404.

(28 000 tonnes en incinération, 4 600 tonnes en biogaz) mais également en valorisation matière (13 800 tonnes).

Gestion durable et sécurité

Côté énergie, un nouveau prestataire a été retenu pour assurer les achats d'électricité consommée sur le Marché (30,2 GWh/an); ce contrat permet de sécuriser jusqu'en 2016 les tarifs énergétiques dans un contexte de hausse des prix. Côté eau, la consommation de Rungis a sensiblement diminué en 2013, passant de 500 000 à 448 000 m³. Cette meilleure gestion de l'eau sera encore améliorée en 2014 grâce à la réalisation d'une station de pompage permettant de puiser quelque 16 000 m³ d'eaux claires souterraines, à des fins de lavage pour le nettoyage des voiries extérieures. Côté chaleur, des travaux visant à sécuriser l'alimentation électrique de la chaufferie reliée à l'usine d'incinération ont été menés. Les réseaux de chaleur ont continué d'être fiabilisés par le remplacement de plus de 100 m de canalisations enterrées. Enfin, côté froid, le renouvellement des installations frigorifiques de la SEMMARIS a été achevé pour anticiper, avec un an d'avance, l'interdiction du fluide frigorigène R22, fixée à la fin 2014, en le remplaçant par du R404.

L'opérationnel au service du client. Fonctionnement quotidien du Marché – des péages aux pavillons –, gestion des ressources humaines, prévention et sécurité, exploitation et construction... La SEMMARIS met en synergie ses différents services pour garantir une parfaite cohérence aux opérateurs de Rungis, des grands travaux aux opérations de maintenance.

Reste la sécurité. La lutte contre les incendies a été renforcée par la construction d'une cuve de 1 200 m³, proche du secteur des produits carnés, pour servir de source aux matériels de sprinklage du Marché. Ainsi, le réseau de l'ensemble du site compte désormais quatre sources de ce type, placées dans autant de points stratégiques de Rungis. Enfin, la sécurité générale du site reste une mission importante de la SEMMARIS, en étroite coopération avec les forces de l'ordre. Grâce à ces dernières, mais également au maillage réalisé par les agents assermentés de la SEMMARIS, aux patrouilles des sociétés de gardiennage ainsi qu'à l'extension de dispositifs de vidéosurveillance, le taux d'incident y a diminué de 16% en 2013, faisant du Marché « un lieu sûr ».



“ La SEMMARIS veut jouer tout son rôle dans l’aménagement du territoire et développer ses activités internationales qui contribuent au rayonnement du Marché de Rungis et de ses opérateurs. ”

Francis Lefèvre
Secrétaire général

Affaires publiques

Ouverte vers l’extérieur, la SEMMARIS veille à la meilleure implication du Marché dans les territoires où il intervient sur le plan local bien sûr, mais également national et international : des relations dans lesquelles la marque Rungis occupe une place grandissante.

En se dotant d’un pôle Affaires publiques dirigé par son secrétaire général, la SEMMARIS a confirmé son souci de contribuer au développement de l’environnement du Marché de Rungis. Le rôle de ce dernier dans l’aménagement du territoire est économiquement évident, tant à l’égard de son amont et des filières de production qu’à celui de son aval sur lequel son activité logistique tend à optimiser son impact. C’est pourquoi la SEMMARIS participe aux travaux menés par les instances nationales et régionales pour mieux inscrire l’activité du Marché dans cet environnement.

Dans le cadre du Grand Paris

Cette action participe à l’élaboration en cours du Grand Paris dont Rungis sera un acteur important, ne serait-ce qu’en raison de l’édification de la Cité de la Gastronomie. Rungis bénéficiera en retour d’un meilleur accès au site que rendront possible les nouvelles infrastructures de transports en commun. C’est déjà le cas avec la ligne de tramway T7 qui relie directement le Marché à Paris à l’aéroport d’Orly, depuis novembre 2013. Cela le sera également avec le prolongement de la ligne de métro 14 au-delà de l’aéroport d’Orly, dont la station située à la porte de



MARQUE

Clarifier les conditions d'utilisation de la signature

Rungis pour lutter contre les abus que son succès peut encourager.

Thiais a été validée et offrira, à l'horizon 2027, en souhaitant l'avancer à 2023, une entrée directe sur le Marché.

Plus généralement, le pôle Affaires publiques constitue l'interface entre la SEMMARIS et toutes les organisations (services de l'État, collectivités locales, fédérations professionnelles...) en lien avec l'activité du Marché.

Un outil à l'international

Il est aussi la cheville ouvrière des activités internationales de la SEMMARIS réunies dans Rungis Consultant. L'activité internationale de la SEMMARIS construit l'image de Rungis hors des frontières, et peut servir à favoriser les exportations des opérateurs du Marché.

En 2013, la SEMMARIS a signé un accord avec son ancien partenaire chinois Szap visant à céder sa participation minoritaire dans leur co-entreprise. En se libérant ainsi de toute clause d'exclusivité, cet accord lui permettra de continuer à développer ses activités en Chine, notamment dans le conseil en ingénierie. D'autres partenariats en cours ont été poursuivis, notamment en Afrique du Sud pour une assistance méthodologique au ministère de l'Agriculture et au Gabon pour la conception du grand marché de Libreville.

Enfin, un accord a été conclu en 2013 avec S-Fruit Alliance dans le cadre de la coopération entre les

Relations extérieures, affaires juridiques, conseil en ingénierie, partenariats régionaux et internationaux...

Le pôle Affaires publiques de la SEMMARIS fédère les contacts de Rungis avec le monde extérieur pour mieux inscrire le Marché dans les territoires.

ministères français et russe de l'agriculture. Ainsi, Rungis Consultant participe à la création d'un nouveau site à Saint-Petersbourg qui inaugurera la constitution d'un réseau de marchés de gros en Russie. Les travaux d'étude ont d'ores et déjà démarré. Précisons que Rungis Consultant est disposé à partager un savoir-faire avec des marchés régionaux.

Une stratégie de marque

Tous ces développements ont encouragé la SEMMARIS à consolider la protection de la marque Rungis, son graphisme et ses déclinaisons, une protection assurée par le service des affaires juridiques du pôle. La notoriété du Marché pouvant conduire à certains abus d'utilisation, une étude a été menée pour clarifier ses conditions d'usage, et organiser des actions en contrefaçon et tromperie du consommateur. En outre, cette protection participe d'une volonté stratégique de faire de cette marque un outil important, dans les partenariats noués par la SEMMARIS.



“ Combinant innovation, aménagement et marketing, le pôle Développement de la SEMMARIS a pour vocation d’imaginer des futurs pour l’offre produits et services du Marché de Rungis. ”

David Bourganet
 Directeur du développement

Développement

Pour conforter les positions de leadership du Marché de Rungis, la SEMMARIS met en œuvre toute une panoplie de moyens, des animations sur le terrain à une intense activité digitale. Elle veille à encourager la venue des acheteurs... et prépare le commerce des produits frais de demain !

P ar-delà ses missions d’aménagement ou de gestion, la SEMMARIS constitue un véritable outil marketing au service du Marché et de ses opérateurs. En 2013, l’opération « 40 ans des Viandes à Rungis » a permis de célébrer l’anniversaire de l’arrivée des produits carnés sur le Marché en 1973, ce qui a donné lieu à de nombreux événements tout au long de l’année. Par ailleurs, la valorisation de la production française s’est poursuivie avec « La France à Rungis » lancée en 2012. L’opération dispose désormais de son site Internet propre, et des actions de promotions des ventes ont été menées en partenariat avec les régions Nord-Pas-

de-Calais, Normandie et Languedoc-Roussillon. Et, point d’orgue de l’année, l’ouverture de l’Allée de la Gastronomie a démarré avec l’inauguration du pavillon F5C au mois de novembre. Enfin, comme chaque année, la SEMMARIS a multiplié les actions pour renforcer la visibilité du Marché : l’édition d’un premier calendrier « corporate » ; la participation au Salon des maires d’Île-de-France ou à la « Grande quinzaine des marchés » ; les relations presse avec de nombreuses émissions spéciales comme le lancement de Masterchef sur TF1, le quart de finale de Top Chef sur M6 ou encore les « Maîtres du goût » sur France 3.

BIENVENUE À RUNGIS

Du Pass Rungis aux bornes de péage expérimentant la RFID en passant, bien sûr, par Internet : tout est mis en œuvre pour faciliter la venue des acheteurs.

Cap sur les nouvelles technologies

Ces actions sont désormais réunies dans le pôle Développement de la SEMMARIS qui a pour vocation d'imaginer des futurs pour les produits et services apportés par le Marché de Rungis. Les nouvelles technologies en sont naturellement devenues un axe stratégique car son ancrage naturel dans la tradition n'empêche pas Rungis d'investir résolument l'ère digitale. Les techniques numériques sont dorénavant une clé d'entrée essentielle pour favoriser sa communication et développer sa compétitivité.

En 2013, plus de 473 000 visiteurs uniques se sont rendus sur le site rungisinternational.com - soit une augmentation de 9,9% par rapport à l'année précédente - avec un record enregistré au mois de décembre où la hausse de la fréquentation a dépassé les 47%. Le site est véritablement devenu un outil de travail pour les professionnels de l'alimentation comme en témoigne le nombre des pages pratiques qu'ils y visitent. Ainsi, le moteur de recherche a enregistré en 2013 une croissance de 30% de son visitat et les pages « emploi » y sont particulièrement prisées. Enfin, l'application Rungis mobile a fait l'objet de plus de 9 700 téléchargements depuis son lancement, bien qu'elle n'ait été encore disponible que sous système Apple en 2013.



En réalité, c'est le concept même du Marché qui trouve sa pleine cohérence avec la mobilité que permettent les nouvelles technologies. Ces dernières offrent en fait les prémices indispensables à sa visite physique. Et tout ceci est loin d'être terminé! Désormais, le mensuel Rungis Actualités est disponible sur Internet; Rungis est aussi présent sur Twitter principalement pour les journalistes qui le suivent; et Facebook confirme sa montée en puissance avec plus de 11 600 fans recensés en 2013, dont plus de 9 000 gastronomes gagnés lors de campagnes de recrutement lancées lors de jeux concours, autour des produits et de recettes de cuisine.

+ 9,9 %

fréquentation

du site www.rungisinternational.com

Rungis Accueil met le turbo

Si le digital est une vitrine virtuelle ouverte à tous sur le Marché de Rungis, la SEMMARIS n'en néglige pas pour autant ses portes « physiques ». Dans le prolongement du programme « Bienvenue à Rungis » initié depuis deux années, la SEMMARIS a achevé l'édification d'un concept dynamique et cohérent autour de son service Rungis Accueil. Près de 4 000 nouveaux acheteurs ont été enregistrés en 2013, avec une hausse de 5,4% sur les cibles prioritaires du Marché : détaillants, restaurateurs... Et ceci grâce à une intense activité de prospection et de recrutement client. Mais ce service lui-même ne se prive

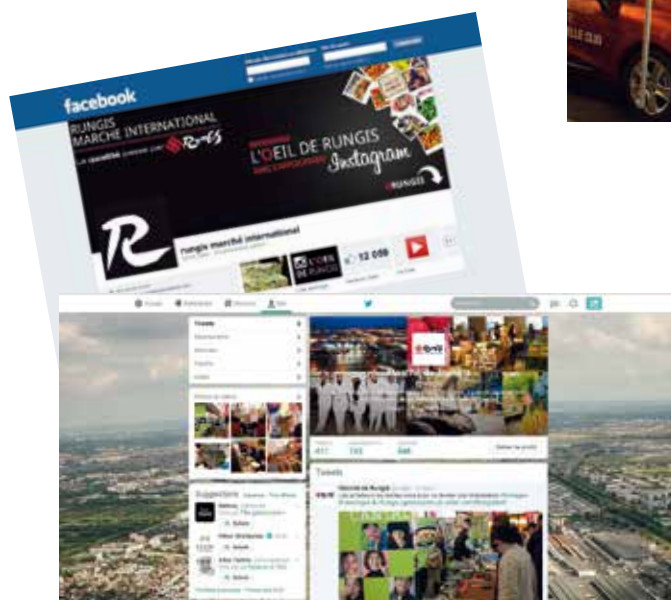
pas des avancées numériques, comme en a témoigné la mise en ligne de l'espace myrungis.com qui permet aux acheteurs de recharger leurs cartes et de gérer leur compte en ligne. Sa montée en puissance a été des plus impressionnantes : avec plus de 75 000 pages vues en deux mois.

Par ailleurs, un nouveau guide « Bienvenue à Rungis » a été édité à près de 15 000 exemplaires, destinés notamment à aider les nouveaux clients du Marché à effectuer leurs premiers achats. Autre exemple, un espace détente a été installé au sein de Rungis Accueil avec un accès wifi gratuit. Les clients ont par ailleurs été conviés à participer à un pré-test de la

IMAGE DE MARQUE

La notoriété de Rungis

en fait désormais « the place to be » pour les activités agroalimentaires et automobiles : de nombreuses marques choisissent le Marché pour s'y implanter, distribuer leurs produits ou organiser leurs événementiels.



FANS DU MARCHÉ

Rungis fait le buzz :

Internet, Facebook, Twitter, applications mobiles, blogs...

4 000

nouveaux acheteurs

enregistrés en 2013, en hausse de 5,4% sur les cibles prioritaires du Marché.



traditionnelle opération Macaron, ces vitrophanies éditées chaque année et que les commerçants et restaurateurs peuvent afficher sur leur devanture pour proclamer : « Pour la qualité, je choisis Rungis ». Car s'il s'agit bien sûr de maintenir par ces opérations le flux important d'acheteurs sur le Marché, la SEMMARIS veille également à la qualité de leur perception. Pour cela, Rungis Accueil a démarré au mois de décembre une enquête de satisfaction auprès des acheteurs et la poursuivra chaque mois durant l'année 2014. Objectif : améliorer encore la relation client sur le Marché.

Objectif innovation

Le développement, c'est également une direction de l'innovation créée en 2013 pour dégager des relais de croissance et développer de nouveaux services pour les opérateurs du Marché. Fruit d'un « brainstorming interne », elle a déjà rassemblé 50 propositions présentées par l'ensemble des services de la SEMMARIS sur tous ses domaines d'activité : relation clients, services, nouvelles technologies, productivité interne...

2,9 Millions

DE TÉLÉSPECTATEURS

devant leur écran pour la première diffusion des « Maîtres du goût » sur France 3 en prime-time, le documentaire entièrement dédié au savoir-faire des opérateurs du Marché.

50

PISTES D'INNOVATION

identifiées par les différents services de la SEMMARIS pour le développement futur du Marché.

Mécénat et rayonnement

Ce dernier s'est même amplifié en 2013 : d'une part, grâce à une politique culturelle fondée sur des mécénats pertinents, d'autre part, avec l'intensification de la présence du Marché dans les médias.

Parmi les autres actions fortes de l'année, on notera la présence de la direction commerciale sur les salons SITL et NATEXPO, pour y faire respectivement la promotion de l'offre logistique et de la future offre bio du Marché de Rungis; ainsi qu'un travail stratégique important sur l'avenir du pôle de bureaux de Paris Rungis International.

La poursuite de la politique de marque – sur les aspects image et protection notamment – ainsi que le programme Rungis Green Business et les Entretiens de Rungis dédiés aux enjeux et perspectives de la logistique du frais en zone urbaine, ont également participé à faire de 2013 une année résolument tournée vers l'avenir.

Temps forts 2013

Janvier

1973-2013 : LES 40 ANS DES VIANDES À RUNGIS

Le 13 janvier 1973, les professionnels de la viande ralliaient le Marché de Rungis. Un événement festif a réuni pour cet anniversaire, les opérateurs du secteur et les acteurs de la filière en présence de Guillaume Garot, ministre délégué en charge de l'Agroalimentaire. Mi-janvier, le projet Paris-Rungis est retenu avec ceux de Tours, Lyon et Dijon pour constituer le « socle » d'un réseau de **cités de la gastronomie**.

Mars

« TOP CHEF » EN DIRECT DU MARCHÉ DE RUNGIS

Le 25 mars, diffusion sur M6 du quart de finale, au cœur du pavillon des viandes! Du 22 au 31 mars, le Marché de Rungis a été pour la troisième fois partenaire de la « **Grande quinzaine des Marchés** » sur une centaine de marchés forains en Île-de-France. Fin mars, la SEMMARIS a occupé un stand à la **Semaine Internationale du Transport et de la Logistique (SITL)**.

Février

VISITE DU MINISTRE DES OUTRE-MER À RUNGIS

Visite du ministre des Outre-mer, Victorin Lurel, pour fêter sur le Marché le 1^{er} anniversaire de l'**IGP du melon de Guadeloupe**. Mi-février, visite du Président du Marché de Rungis et d'une délégation du Marché au **salon de l'agriculture**. Également en février, **signature de l'accord de partenariat** tripartite relatif au chauffage urbain entre la SEMMARIS et les syndicats intercommunaux de Choisy-Vitry et Rungis.

Avril

RUNGIS SUR LE SALON DES MAIRES D'ÎLE-DE-FRANCE

Du 9 au 11 avril, le Marché de Rungis et le groupe Géraud ont fait stand commun au **salon de l'AMIF** (association des maires de l'Île-de-France), l'occasion de rappeler aux élus locaux l'importance des Marchés de gros dans l'approvisionnement des marchés forains. En avril, arrivée du **Macaron 2013** : un visuel unique, réservé aux clients qui fréquentent le marché physique.

Mai



Mai

RUNGIS PARTENAIRE DU PAVILLON DE L'ARSENAL

Le Marché de Rungis partenaire de l'**exposition « Paris la nuit »** du 23 mai au 6 octobre 2013 au **Pavillon de l'Arsenal**. En mai également, les fruits et légumes du Marché de Rungis traversent Paris en 2CV à l'occasion du **salon « L'art du Jardin » au Grand Palais!** Le 1^{er} mai, remise du traditionnel **muguet à l'Élysée** et à la mairie de Paris par la présidence du Marché de Rungis et les chambres professionnelles des grossistes et des détaillants.



Janvier



Avril

Juin

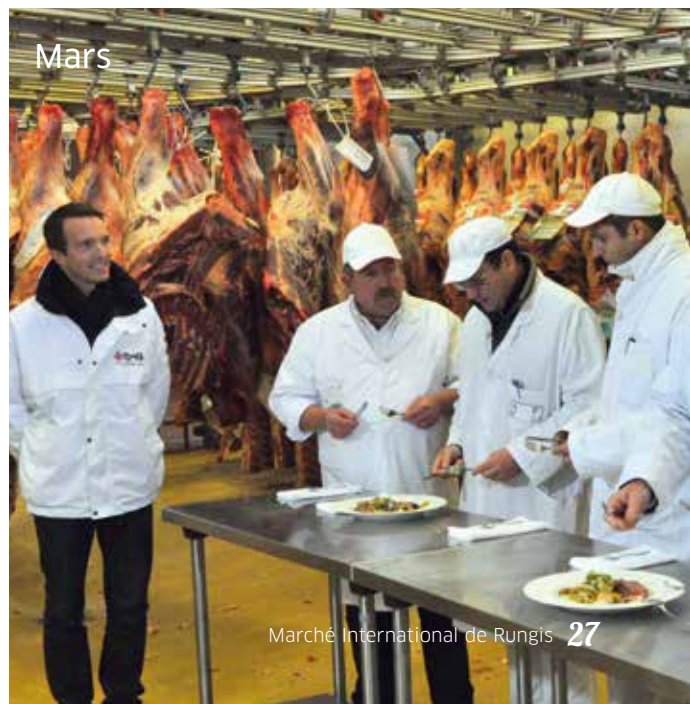
7^e SESSION DE FORMATION DES ENSEIGNANTS

Dans le cadre d'un **stage du CERPET** et du programme Rungis Éducation, 20 professeurs (hôtellerie, restauration, éco-gestion...) sont venus de toute la France pour participer à un « stage découverte » d'une semaine à Rungis.

Sortie du **pass'Rungis** destiné aux nouveaux clients : informations pratiques, et coupons de promotions détachables proposés par les opérateurs du Marché.



Février



Mars

Juillet

PREMIERS TRAVAUX DE RÉNOVATION DANS LES PAVILLONS FRUITS ET LÉGUMES

Démarrage d'importants travaux de rénovation sur les neuf bâtiments du secteur Fruits et Légumes.

En juillet, le Marché International de Rungis a répondu avec enthousiasme à l'appel à mécénat du Petit Palais de Paris, pour la restauration du tableau « les Halles » de Léon Lhermitte, témoignage de l'effervescence de Paris à la Belle Epoque. La gigantesque toile a été présentée en primeur aux visiteurs du Musée de la civilisation à Québec, dans le cadre de l'exposition « Paris en scène. 1889-1914 », jusqu'en février 2014.

Octobre

PARTICIPATION À LA 1^{re} JOURNÉE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Le 16 octobre à Paris : des traiteurs de renom ont fait déguster des plats à partir de produits invendus fournis par le Marché de Rungis ! Du 20 au 22 octobre, première participation du Marché de Rungis au salon NATEXPO, le salon professionnel des produits biologiques, diététiques et écologiques. En octobre, Rungis partenaire de l'exposition « Lost in Paris », jeu-concours et visite du Marché à gagner en compagnie de professionnels faisant leurs achats.

Septembre

7^e ÉDITION DES ENTRETIENS DE RUNGIS : LA LOGISTIQUE URBAINE

Le lundi 30 septembre 2013 à l'Espace Rungis, a eu lieu la 7^e édition « Des Entretien de Rungis » dont le thème était consacré à la logistique du frais en zone urbaine. Le 2 septembre, Intronisation de M. Alain Ducasse à la commanderie des Ambassadeurs Gastronomes de Rungis, où il a déclaré « le meilleur de la table est à Rungis ! ». Fin septembre, lancement de la fête de la gastronomie au Carreau des producteurs de Rungis par Sylvia Pinel, ministre de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme, en présence du parrain de l'édition le Chef Thierry Marx. Opération Rungis Sensations du 9 au 13 septembre sous le pavillon C1 : animations, promotions et concours de décoration florale. Également à l'occasion des journées du patrimoine, le Marché de Rungis a fourni tous les produits frais de la Grande Table organisée par Stéphane Le Foll. Enfin, diffusion en septembre de la première émission de la saison de Masterchef, en direct des pavillons fruits et légumes.

Novembre

Novembre

INAUGURATION DU NOUVEAU PAVILLON DE LA GASTRONOMIE, LE F5C

Le nouveau rendez-vous de la gastronomie à Rungis a été inauguré par Nicole Bricq, ministre du Commerce extérieur. Deuxième temps fort pour le 40^e anniversaire de l'arrivée des viandes : dégustation de produits par des chefs de renom et animations dans les pavillons. Le 22 novembre, 1^{re} journée nationale des Marchés de gros de France à Rungis : « La proximité durable dans l'alimentation des Français ». Lancement d'un nouvel espace client en ligne, myrungis.com. Les acheteurs peuvent désormais recharger leurs cartes d'accès 24h/24 7J/7. Clôture du partenariat « Paris la nuit » au Pavillon de l'Arsenal à l'occasion de Nuit Blanche, par une dégustation de produits du Marché offerte aux visiteurs.

Septembre



Octobre

Septembre



Décembre

RUNGIS AU CŒUR DES MÉDIAS À L'OCCASION DES FÊTES!

Une année record en nombre de sujets et durée d'antenne notamment par la diffusion du reportage de Stéphane Sanchez, «*Rungis, les maîtres du goût*» sur France 3 et un 66 minutes Grand Format.

Également en décembre, le Marché de Rungis a invité, pour sa page Facebook, **sept blogueuses culinaires** très influentes sur les réseaux sociaux à visiter le Marché et à accompagner les chefs de deux restaurants dans la préparation d'un menu de fêtes.

Fin décembre, la SEMMARIS était présente au **SIMI 2013**, le plus grand rendez-vous d'affaires entre professionnels de l'immobilier.

Septembre



Décembre



Le **MARCHÉ**
DE RUNGIS *premier* **hub** *agroalimentaire*
de *France*



GASTRONOMIE

ET PRODUITS FRAIS

Écosystème

Logistique urbaine

DES
métiers DE PASSION

et des filières dynamiques

*L'activité
du Marché*





Quel bilan dressez-vous de l'année 2013 ?

Dans son ensemble, 2013 a été une bonne année évidemment contrastée suivant les secteurs. Certains événements ont perturbé l'activité, à l'image des problèmes climatiques qui ont occasionné un bon mois de décalage dans toute la production de fruits et légumes, engendrant des à-coups dans les calendriers de commercialisation. Notons également le tassement de la consommation de viande qui a accompagné un petit recul de la production. Malgré ces petites difficultés, l'année s'est achevée de façon très satisfaisante et les fêtes de fin d'année se sont bien déroulées. Enfin, cette teinte plutôt favorable a naturellement été amplifiée par l'ouverture du F5C et la dynamique produite par l'allée de la Gastronomie. À chaque fois que le Marché se modernise – cela avait également été le cas avec l'inauguration du nouveau pavillon de la volaille –, nous observons un regain d'intérêt pour nos métiers et l'apport de nouvelles clientèles. Il faut bien prendre conscience que l'ambiance, l'état d'esprit, sont devenus des éléments de plus en plus

importants. À cet égard, on ne peut que se réjouir qu'un certain nombre de reportages récents aient permis de présenter nos métiers comme des métiers de passion et nos filières comme dynamiques.

Comment définiriez-vous, justement, votre métier de grossiste ?

La nature même, le cœur, du commerce de gros, c'est le produit. Car nos clients sont des professionnels. Il ne sert à rien de chercher à survaloriser une marchandise qui pourrait les décevoir. Certes, nous avons besoin d'un environnement qualitatif pour mettre en avant notre offre. Mais pour fidéliser nos clients, nous devons bâtir une relation dans la durée : le « one shot » est le contraire de notre travail. Notre rôle est donc d'amener le bon produit, au bon endroit et au bon moment. L'achat est essentiel, le sourcing, fondamental et nous revendiquons notre statut d'intermédiation, d'interface, entre la consommation et la production. Dans nos entreprises, l'acheteur est aussi le commercial. Et c'est de sa connaissance, tant de la production que du marché, que vient notre valeur ajoutée.

“Rungis est devenu un lieu d'avenir”

Christian Pépineau

Président d'Unigros

En quoi Rungis sert-il particulièrement cette vocation ?

Actuellement, Rungis attire davantage d'opérateurs. De nouveaux intérêts se manifestent, notamment de la part de grands groupes, notamment coopératifs, qui – quels que soient les secteurs – envisagent de s'implanter sur le Marché. Celui-ci n'est plus conçu comme un simple débouché alternatif mais, surtout, comme un lieu d'avenir. Après avoir beaucoup misé sur la grande distribution, certains veulent se tourner vers d'autres circuits, comme la restauration collective ou commerciale, qui sont prometteurs. Dans ce contexte, Rungis rompt avec une vision uniforme de la distribution car il est l'un des seuls – si ce n'est le seul – à être en mesure de répondre à de multiples demandes. Et l'export se développe, non seulement chez nos voisins – Royaume-Uni, Belgique, Allemagne – en raison de la richesse et de la largeur uniques de notre offre mais également vers des destinations beaucoup plus lointaines. Des produits à forte valeur ajoutée, dans les fromages, les foies gras ou même les fruits et légumes, peuvent être expédiés jusqu'à Hong Kong désormais.

L'annonce de la Cité de la Gastronomie est donc une bonne nouvelle pour vous...

Tout d'abord, le Marché de Rungis devient très actif, non seulement avec son allée de la Gastronomie, mais également avec la rénovation des pavillons des fruits et légumes ou le futur pavillon bio... Décidée par les pouvoirs publics, la Cité de la Gastronomie est un beau challenge que nous relevons car le Marché de Rungis sera au cœur de ce projet, bien qu'on n'en connaisse pas encore toutes les modalités. Sa réalisation renforcera la vocation du Marché, au cœur d'un grand pôle agroalimentaire.

L'ESSENTIEL

- **À chaque fois que la SEMMARIS modernise le Marché, nous observons un regain d'intérêt pour nos métiers et l'apport de nouvelles clientèles.**
- **Rungis rompt avec une vision uniforme de la distribution car il est l'un des seuls – si ce n'est le seul – à être en mesure de répondre à de multiples demandes.**

Et pour Unigros, comment s'est déroulée l'année 2013 ?

Nous saluons, dans l'horticulture, la réorganisation des professionnels de la fleur coupée qui se sont fédérés dans une nouvelle organisation et nourrissent un projet commun avec leurs collègues des plantes en pot. De même, la création du nouveau syndicat des produits traiteur va contribuer à la dynamique collective d'Unigros. Car sa mission est de prendre en compte l'ensemble des secteurs dans une vision commune du Marché. Désormais, il n'y a plus de cloisonnement entre les secteurs ; la mise en commun de nos réflexions permet l'adhésion de tous et crée un sentiment total d'appartenance au Marché de Rungis. C'est une force nouvelle pour toutes nos entreprises.



Chez Médelys, au F5C, plus de 1 000 mètres carrés dédiés à l'épicerie fine.

L'année des entreprises

Les opérateurs du Marché de Rungis ont été très actifs durant l'année 2013. À commencer, bien sûr, par de nombreux nouveaux arrivants, mais également avec le développement d'entreprises déjà installées, comme celles qui ont déménagé dans le nouveau bâtiment F5C.

L'un des leaders mondiaux des fruits tropicaux a fait une entrée remarquée à Rungis : **Del Monte** a investi dans la zone Delta pour s'y doter de 3 000 mètres carrés d'entrepôt comprenant une mûrisserie pouvant traiter 27 000 tonnes de bananes par an. L'entreprise pourra également y accueillir jusqu'à 550 palettes de fruits (ananas notamment) et y préparer des conditionnements de fruits préemballés ou des fruits frais découpés.

ProNatura s'est installé sur 700 mètres carrés pour présenter une gamme biologique complète. Et ce n'est qu'un début puisque la société projette d'ores et déjà d'intégrer le futur pavillon bio qui devrait voir le jour en 2015 à Rungis. L'importateur **HL Hall International** a repris la société **Ecama**, son prestataire logistique installé à Rungis. Objectif : développer ses ventes d'avocats sud-africains et de mangues.

Le secteur a également accueilli deux entreprises qui se sont spécialisées dans la livraison de fruits et légumes. **À la cueillette** s'est constituée sur le Marché pour développer l'approvisionnement des restaurants et traiteurs parisiens. Après trois années d'existence, **MZ Primeur** a choisi de s'installer à Rungis pour occuper 116 mètres carrés frigorifiques dans les sous-sols du bâtiment B3 d'où elle pourra préparer ses commandes. Notons enfin l'arrivée de **France Fruits Secs International** qui va étoffer l'offre du Marché en amandes, noix et autres pistaches, un marché très spécifique mais qui s'ouvre à de nouveaux débouchés.

Nouveaux produits... et services

Dans les produits carnés, **Sodiville** a repris 600 mètres carrés au sein du bâtiment V2M; elle est pour l'heure spécialisée dans la fourniture de

DEL MONTE

Une entrée remarquée à Rungis pour l'un des leaders mondiaux des fruits tropicaux.

viandes, mais aussi de fruits et légumes, à la restauration asiatique de la région parisienne. Tournée pour sa part vers la restauration japonaise, **Terra Marine France Trading** a ouvert un bureau dans la tour administrative pour distribuer des poissons frais et surgelés. Enfin, **Oklidland** est un nouvel acteur spécialisé dans les orchidées « made in France » sur le Marché. Disposant de serres de production dans le Var, elle s'est dotée à Rungis d'un espace climatisé de 385 mètres carrés visant à garantir la meilleure présentation possible de son offre. En 2013, le Marché a également accueilli **Les fées du cabanon** qui y ont ouvert une boutique d'accessoires de décoration, **Emeraude Plants**, un producteur de plants légumiers, ou **Green Rungis**, grossiste en plantes de pépinières.

Le tissu dense d'entreprises que constitue le Marché de Rungis suscite également la présence grandissante de sociétés de service, qui apportent aux opérateurs des prestations indispensables, mais sortant du cadre de leurs compétences alimentaires. Les nouvelles technologies en sont devenues la figure de proue, comme en témoigne l'installation de deux entreprises spécialisées dans l'infogérance : **Infogeste** et **Synomega** proposent une assistance adaptée aux PME de Rungis pour qu'elles puissent accéder à une solution complète, en matières d'équipements informatiques, de systèmes d'information ou de solutions Internet.

Le F5C, vitrine de l'offre multiple de Rungis

Si 2013 a été riche en nouveaux arrivants, le Marché de Rungis peut aussi se féliciter du dynamisme de ses opérateurs déjà installés. L'inauguration du F5C en a été une éclatante illustration : six entreprises ont fait le pari de ce nouveau concept prioritairement fondé sur la commercialité des espaces de vente, tout en garantissant leur efficacité logistique.

En quittant le quartier de la tour de Rungis, **1 000 vins** rend plus accessible aux acheteurs du Marché un complément essentiel à leur offre, qu'il s'agisse des restaurateurs bien sûr, mais aussi de bon nombre de détaillants : ils ont le choix parmi plus de 3 000 références de toutes les régions viticoles. Pour sa part, **Médelys** a laissé son espace du bâtiment E5 pour



occuper plus de 1 000 mètres carrés dédiés à l'ensemble des produits d'épicerie fine, mais aussi à une gamme qualitative de produits frais, vins et surgelés. Venant également du bâtiment E5, **Carniato Europe** représente, de son côté, le meilleur de la gastronomie italienne : fromages, pâtes fraîches, charcuteries, huiles d'olive... Présente à Rungis depuis 1978, **Dispéré** propose également une offre complète, mais faisant appel cette fois aux multiples traditions culinaires françaises : foies gras, salaisons et spécialités régionales. Plus ancienne encore sur le Marché puisqu'elle était du déménagement des Halles de Paris, **La Corpo** complète la proposition du F5C avec tous les équipements nécessaires à la bonne tenue d'un commerce de bouche : matériels de préparation, ustensiles, emballages, vêtements professionnels, produits d'entretien... Beaucoup plus jeune puisque créée en 2004 dans le bâtiment E4, **Tropic Island** avait besoin de s'agrandir : la construction du F5C a donc été une aubaine pour elle. Elle apporte bien sûr au pavillon une touche exotique indispensable, avec des fruits et légumes lointains et des produits d'Afrique, des Antilles ou d'Asie.

LES BANANES
ont
la PÊCHÉ,
les FRUITS D'ÉTÉ moins présents
sur les étals,
les Légumes
Résistent
face à l'Adversité

Les fruits et légumes





2 991 788 K€

CHIFFRE D'AFFAIRES 2012

87%

Grossistes

CA 2012: 2 595 907 K€ • 12/11 : +3,6%

12%

Courtiers et sociétés import - export

CA 2012: 378 881 K€ • 12/11 : +4,8%

1%

Producteurs

CA 2012: 17 000 K€ • 12/11 : -1,9%

Les fruits et légumes

La rénovation du plus vaste secteur du Marché de Rungis a démarré en 2013 et s'achèvera en 2014. D'importants retards de production ont pénalisé les ventes de fruits et légumes. Mais les opérateurs s'organisent pour améliorer la qualité de leur offre.

En 2013, l'univers des fruits et légumes a été fortement influencé par les conditions climatiques froides et pluvieuses de fin d'hiver et de début de printemps qui ont retardé de trois semaines les calendriers de récolte. Résultat : de nombreux produits comme l'asperge, la fraise, la tomate, puis la cerise, l'abricot, la pêche, la courgette ou, enfin, le melon ont manqué sur le Marché en début de saison, entraînant les cours à la hausse. En outre, les ventes non réalisées à cette période n'ont guère pu être rattrapées durant l'été où les courants d'affaires sont naturellement plus réduits. Heureusement, les opérateurs ont pu retrouver une conjoncture beaucoup plus favorable à partir du mois de septembre, avec une arrière-saison agréable. Du

côté des produits tropicaux, le cyclone qui s'est abattu sur l'île de la Réunion a mis un coup d'arrêt brutal à la production, mais en fin d'année seulement. Malgré tout, les arrivages de fruits ont dépassé les 550 000 tonnes à Rungis en 2013, et ceux de légumes ont approché les 390 000 tonnes. Des modifications de périmètres statistiques opérées cette année empêchent de calculer des évolutions par rapport à l'année précédente, mais le secteur semble avoir connu une petite progression de ses volumes. Les flux les plus importants enregistrés sur le Marché concernent les bananes (près de 90 000 tonnes), les oranges (près de 50 000 tonnes) et les pommes (43 000 tonnes) côté fruits, ou les pommes de terre (67 000 tonnes) et les tomates (66 000 tonnes) côté légumes.

Un outil lumineux et propre

Mais 2013 aura surtout été l'année du démarrage de la rénovation des pavillons du secteur des fruits et légumes. Une opération de grande ampleur visant à apporter une commercialité accrue à l'ensemble des magasins, grâce notamment à de nouvelles peintures et enseignes, et à des éclairages plus performants et valorisants pour les produits. Un premier bâtiment, le B2, a été achevé en 2013 et l'ensemble du chantier



332 entreprises

- 195 grossistes
- 73 courtiers et sociétés d'import-export
- 64 producteurs

3 317 employés

- 3 003 chez les grossistes
- 250 chez les courtiers et sociétés d'import-export
- 64 chez les producteurs

ARRIVAGES

	(en tonnes)	Variation 2013/2012
Fruits et Légumes	969 129	+ 13,6 %
Légumes	402 993	+ 0,4 %
Fruits	566 136	+ 25,4 %

NDLR : La hausse des volumes en 2013 est majoritairement due à une meilleure qualité de la collecte des statistiques dans les entreprises.

devrait être bouclé au début du second semestre 2014. En cohérence avec l'image d'un outil rénové, les efforts entamés depuis l'année dernière pour améliorer la propreté générale du secteur ont porté leurs fruits. Ainsi, les volumes de déchets récupérés au sol sont passés de plus de 2 000 tonnes à 600 seulement, soit un niveau normal par rapport à la surface et à l'activité d'un secteur travaillant des produits non conditionnés.

Naturellement, les travaux démarrés en 2013 ont empêché la tenue d'animations commerciales de grande ampleur (notons toutefois des opérations menées par les fraises et tomates Rougeline ou pour le pamplemousse du Mexique). Mais la fin de ces travaux devrait donner lieu, en 2014, à des manifestations organisées de concert par le Syndicat des grossistes en fruits et légumes du Marché et la SEMMARIS. La SEMMARIS avait d'ailleurs mis en place un comité de pilotage pour organiser une coopération permanente avec S'FL (syndicat des fruits et légumes) afin d'assurer le meilleur déroulement du chantier. Notons enfin que les grossistes en fruits et légumes de Rungis entrent progressivement dans la nouvelle démarche qualité initiée par l'UNCGFL (Union Nationale du Commerce de Gros en Fruits et Légumes), signant leur engagement dans sa charte de professionnalisation dont une concrétisation sera l'obtention du nouveau label Fel'Excellence, assurant le respect d'un référentiel élaboré par la profession.

Plus de légumes, moins de fruits

Pour la seconde année consécutive, la consommation de légumes a été bien orientée en 2013 où elle a augmenté de 1,6 % en volume.

Elle est restée de 0,6% supérieure à la moyenne des cinq dernières années et ce, malgré des prix en hausse de 4,6% sur l'année et de 7,9% par rapport à la moyenne des cinq années précédentes. Kantar Worldpanel remarque surtout une hausse de la fréquence d'achats (2,3 de plus par an, à 47,2), qui fait mieux que compenser le recul de 0,9% des quantités achetées par acte d'achat. Les pommes de terre n'ont pas connu pareille conjoncture, avec une baisse de 5,5% des volumes achetés (-1,9% par rapport à la moyenne quinquennale). De même, la consommation de fruits a diminué de 3,9% en 2013 (-3,2% par rapport à la moyenne 2008-2012). Avec des prix en hausse de 9% (et même de 12% face à la moyenne des cinq années précédentes), les principaux indicateurs d'achats de fruits sont en diminution : -1% d'actes d'achat (44,7 par an) et -3% de quantité achetée par acte d'achat.



Les Volailles

Le U est d'Étude!

maintiennent L'EURO-CROISSANCE

LA VIANDE

de

BOUCHERIE

DE

ABATS

se stabilise

CHERCHENT LES VOLUMES

Les produits carnés





1 638 012 K€

CHIFFRE D'AFFAIRES 2012

88 %

Grossistes

CA 2012: 1 447 144 K€ • 12/11 : +3,4%

12 %

Courtiers et sociétés import - export

CA 2012: 190 868 K€ • 12/11 : +4,0%

Les produits carnés

Si les volailles conservent la dynamique de leur nouveau pavillon, les viandes de boucherie maintiennent leurs positions grâce aux ventes en caisses. Et les produits tripiers ainsi que le porc vont bénéficier de nouveaux investissements.

Dans le secteur des produits carnés, 2013 aura été marquée par le quarantième anniversaire de l'arrivée à Rungis, en 1973, des viandes et des volailles. Elles rejoignaient ainsi l'ensemble des autres secteurs qui y avaient emménagé quatre ans plus tôt. Les célébrations ont été ouvertes, le 15 janvier, par une journée qui a réuni quelque 800 participants et se sont clôturées, le 17 octobre, par une opération d'animations et de dégustations menée par les opérateurs.

En France, 2013 aura été l'année du « horsegate » qui a fortement perturbé l'univers alimentaire. Mais les inquiétudes sanitaires, suscitées par cette fraude détectée sur la composition de plats cuisinés industriels, n'ont eu aucune conséquence sur le secteur à

Rungis, dont le professionnalisme des opérateurs reste un élément de confiance.

Ainsi, les volumes de viandes de boucherie se sont stabilisés à un niveau légèrement supérieur à 113 000 tonnes. L'offre a été portée par la bonne tenue des viandes en caisses, dont la progression de près de 4 500 tonnes a compensé l'érosion des viandes en carcasses, bœuf notamment.

Le porc maintient ses volumes

De même, la viande de porc a maintenu ses arrivages à près de 60 000 tonnes, également grâce à l'essor - nouveau dans ce cas - des ventes en caisses. Face aux difficultés conjoncturelles, elle profite de son statut de viande accessible économiquement. D'ailleurs, la SEMMARIS a entamé des discussions avec les professionnels de ce secteur dans le but de le rénover intégralement d'ici à trois ans. Cette opération parachèvera alors la modernisation de l'intégralité du secteur des produits carnés.

Les volailles, quant à elles, ont maintenu une croissance proche de 3%, à 86 000 tonnes environ. Après deux années qui avaient profité de la dynamique produite par l'ouverture de son nouveau pavillon en



78 entreprises

- 55 grossistes
- 23 courtiers et sociétés d'import-export

1 496 employés

- 1 427 chez les grossistes
- 69 chez les courtiers et sociétés d'import-export

ARRIVAGES	(en tonnes)	Variation 2013/2012
Produits carnés	280 463	- 2,5 %
Viandes de boucherie	113 234	+ 0,3 %
Volaille et gibier	85 958	+ 2,6 %
Porc	59 920	+ 0,1 %
Triperie	21 107	- 21,3 %
Préparation à base de viande	244	
Transit	53 709	

NDLR: Les arrivages en transit sont cette année identifiés grâce au nouvel outil statistique.

2011, le secteur des volailles continue de profiter de l'impact de ce nouvel outil qui a attiré de nouveaux clients détaillants sur le Marché et permis de nouvelles activités logistiques.

Extensions au VIT

Enfin, les arrivages d'abats ont sensiblement diminué en 2013, de 21%, à un peu plus de 21 000 tonnes. En dépit des efforts accomplis par la profession, après les crises ESB notamment, leur consommation reste en déclin dans les modes alimentaires. Toutefois, de nouveaux investissements, pour 2 millions d'euros environ, ont été décidés en 2013 afin de permettre à certains opérateurs du pavillon VIT d'augmenter leurs capacités en 2014.

Globalement, l'ensemble des volumes de produits carnés traités à Rungis a légèrement diminué, de 2%, à un peu plus de 280 000 tonnes. Mais sur le plan économique, la fermeté des prix de vente devrait contribuer à la bonne tenue du chiffre d'affaires réalisé par le secteur à Rungis en 2013.

Un marché porté par le poulet et l'élaboré

Malgré quelques nuances dues aux spécificités de l'activité du Marché, l'évolution des arrivages de produits carnés à Rungis a été en cohérence avec les tendances de consommation observées sur l'ensemble du territoire en 2013.

Selon les indicateurs de FranceAgriMer (d'après Kantar Worldpanel), la consommation de viandes de boucherie a diminué de 0,7% en volume en 2013, dont une baisse de 4% pour le bœuf ou de 2,5% pour les abats. La viande de porc s'est maintenue avec une évolution très faible (-0,2%). Et l'on note un regain de la viande de cheval (+2,3%), même si celle-ci ne représente que 0,3% des volumes de viande consommés. Les achats des ménages ont également baissé de 0,5% en volailles : cette évolution masque toutefois une double tendance. La consommation de poulet, portée par les produits de découpe, conserve une orientation positive (+2%), à l'inverse des autres espèces (dinde, canard, pintade...), toutes dans le rouge. Enfin, les produits élaborés (viande hachée ou volaille panée par exemple) restent en croissance : +2,9% en viandes, +5,4% en volailles. Le tout dans un contexte de hausse moyenne des prix de 3% sur l'année 2013.

EST IMPÉRIEUX
ARRIVAGES
Les ont réduit

Le saumon
reste le produit PHARE

Les crevettes
RÉSISTENT BIEN
POISSONS blancs
sont stables



*Les produits
de la mer
et d'eau douce*



839 621 K€

CHIFFRE D'AFFAIRES 2012

78 %

Grossistes

CA 2012: 655 291 K€ • 12/11 : -2,0%

22 %

Courtiers et sociétés import-export

CA 2012: 184 330 K€ • 12/11 : +12,9%

Les produits de la mer et d'eau douce

Les tempêtes de fin d'année ont raréfié l'offre alors que les ventes de poisson pâtissaient déjà de la conjoncture économique. Mais le secteur résiste bien à Rungis. Et, fort de son image moderne, il compte bien préparer son avenir.

La marée de Rungis aura connu une année 2013 très diversifiée. Le premier semestre s'y est bien déroulé, tant en termes de volumes échangés que de fréquentation du secteur. Mais, dès le mois de juillet, la conjoncture s'est inversée, pénalisant la consommation des produits de la mer, en restauration comme chez les poissonniers de détail. Les professionnels espéraient que les fêtes de fin d'année viendraient corriger cette tendance. Mais les tempêtes de décembre ont considérablement réduit les arrivages et, du même coup, contribué à un renchérissement sensible des prix de

vente et, en corollaire, à une baisse notable de la demande sur la marée fine.

Résultat : le pavillon A4 a perdu près de 3 000 tonnes sur cet exercice comparé à l'année 2012, maintenant ses arrivages à un peu plus de 60 000 tonnes. Toutefois, les volumes traités par les entreprises hors pavillon A4 ayant augmenté de 6,2% à près de 45 000 tonnes, l'ensemble des produits de la mer est resté stable sur l'année, à plus de 105 000 tonnes. Parallèlement, les marchandises seulement en transit sur le Marché, représentant pour leur part plus de 43 000 tonnes, ont diminué de 8%.

Les fondamentaux résistent

Le saumon reste le produit phare du pavillon de la marée, avec plus de 10 000 tonnes échangées. Il a toutefois subi une baisse de 3,8% en raison d'une diminution des arrivages en provenance de la Norvège, sous le coup d'une nouvelle mise en cause des méthodes d'élevage, ainsi qu'en raison de prix en hausse. Les poissons blancs sont restés stables, avec une demande se portant de plus en plus sur le



46 entreprises

- 32 grossistes
- 14 courtiers et sociétés d'import-export

846 employés

- 770 chez les grossistes
- 76 chez les courtiers et sociétés d'import-export

ARRIVAGES	(en tonnes)	Variation 2013/2012
Produits de mer et d'eau douce	105 576	-0,2%
Pavillon A4	60 622	-4,6%
Entrepôts et hors pavillon A4	44 954	+6,2%
Transit	43 201	-8,1%

NDLR: Les arrivages en transit sont cette année identifiés grâce au nouvel outil statistique.

dos de cabillaud et des prix inscrits à la baisse, conséquence d'une bonne disponibilité.

Côté poissons « fins », les arrivages ont dans leur ensemble diminué, malgré un important essor du bar d'élevage, compensant le repli du bar sauvage, et un phénomène analogue en matière de dorade. Les poissons « bleus » ont suivi une tendance similaire, à l'exception de l'anchois. Néanmoins, les fondamentaux de Rungis résistent, comme la crevette qui demeure un produit très attractif sur le Marché, notamment pour la provenance Madagascar, ou l'huître qui, malgré ses problèmes récurrents de surmortalité, reste un produit phare de Rungis.

Le secteur se remobilise

Malgré cette année perturbée, le pavillon A4 a fait le plein de ses emplacements en 2013. Et, pour la première fois, une opération de décoration du bâtiment a été menée en fin d'année, à l'initiative d'Unimer, la chambre syndicale des grossistes en produits de la mer, et de la SEMMARIS.

En 2013, la tour à glace est entrée en plein fonctionnement, offrant une sécurité au stockage des grossistes. À la fin de l'année, il a été décidé, avec les professionnels du secteur, de lancer une étude stratégique sur l'avenir du secteur. Elle sera menée en 2014 pour analyser son avenir à moyen terme et déterminer ses orientations nécessaires, en fonction notamment de l'évolution de la filière et des modes de distribution.

Un marché sensible aux prix élevés

La consommation de poisson frais a diminué de 4,2 % en volume en 2013,

le phénomène affectant autant les produits entiers que découpés selon Kantar Worldpanel. Selon l'indicateur de conjoncture de FranceAgriMer, les évolutions ont été très disparates suivant les espèces. Les volumes de saumon ont chuté de 19,4%, peut-être en raison d'une hausse des prix moyens de 17,2%. Inversement, ceux de cabillaud et de lieu noir ont augmenté de 14,1% et de 12,5% respectivement, avec une baisse des prix correspondante de 4,4% et de 3,6%. Globalement, les prix du poisson se sont renchérissés de 3,3% durant l'année. Les coquillages, quant à eux, ont mieux maintenu leurs volumes, avec une baisse contenue à -0,8%, tandis que les crustacés ont vu leurs volumes diminuer de 4,3%. Enfin, les produits traiteurs de la mer ont également baissé de 4,2%, notamment en raison d'une baisse du saumon fumé de 7,7%.

A glass jar filled with white cheese balls, with a wooden lid, set against a blurred background of a person in a blue shirt.

*Les produits
laitiers et traiteur*



1 546 465 K€

CHIFFRE D'AFFAIRES 2012

55 %

Grossistes

CA 2012: 844 456 K€ • 12/11 : -4,1%
 en produits laitiers CA 2012 : 389 417 K€ • 12/11 : -4,1%
 en produits traiteur CA 2012 : 455 039 K€ • 12/11 : -4,2%

45 %

Courtiers et sociétés import - export

CA 2012: 702 009 K€ • 12/11 : +4,9%
 en produits laitiers CA 2012 : 481 246 K€ • 12/11 : +10,8%
 en produits traiteur CA 2012 : 220 763 K€ • 12/11 : -5,8%

Les produits laitiers et traiteur

Un nouveau pavillon ultra-moderne, des arrivages en hausse, de nombreuses animations... Le secteur est sur une tendance dynamique... qu'il a toutes les chances de conserver avec ses futurs projets : des rénovations, des offres de produits inédites et un nouveau pavillon.

2013 restera dans les annales des produits laitiers et traiteur de Rungis comme l'année de l'arrivée du pavillon F5C. Le nouveau bâtiment a été officiellement inauguré le 21 novembre, apportant une visibilité nouvelle à une réalité déjà bien installée sur le Marché. Il y offre en effet une vitrine inédite aux vins, aux matériels pour les professionnels, à l'épicerie haut de gamme, aux produits exotiques... Ouvrant l'allée de la Gastronomie et pré-ludant à la rénovation d'autres pavillons du secteur, cette ouverture n'est intervenue qu'en fin d'année. Les premières retombées commerciales - soutenues

par une opération de promotion de grande ampleur - ont été à la hauteur de ses ambitions, au moment des fêtes notamment.

Les exportations dynamisent les fromages

Or l'année 2013 s'est révélée excellente pour les produits laitiers, avec des volumes d'arrivage en hausse de 8 % par rapport à 2012. La plupart des catégories vendues sur le Marché ont connu de fortes hausses, à commencer par les fromages à pâtes molles au lait de vache (plus de 1 700 tonnes additionnelles) ou les fromages de vache frais (près de 700 tonnes supplémentaires). En outre, la plupart des fromages ont connu des arrivages en hausse en 2013 sur le Marché. Le dynamisme des exportations explique en partie ce phénomène, à l'heure où la demande des pays émergents augmente pour les produits haut de gamme. À noter que les œufs ont aussi vu leurs volumes augmenter de 6%. Côté produits traiteur, la modification du périmètre de définition opérée par la SEMMARIS en 2013 empêche les comparaisons avec



118 entreprises

- 65 grossistes
- 53 courtiers et sociétés d'import-export

1 568 employés

- 1 337 chez les grossistes
- 231 chez les courtiers et sociétés d'import-export

ARRIVAGES

	(en tonnes)	Variation 2013/2012
Produits laitiers et traiteur	123 258	- 0,9 %
Produits laitiers et avicoles	65 829	+ 8,1 %
Produits traiteur et d'alimentation générale	57 429	- 9,6 %

2012. Toutefois, l'évolution du marché est restée favorable aux produits élaborés frais de tous ordres, charcuteries notamment, en ligne avec l'évolution de la demande de la clientèle du Marché de Rungis. En adéquation avec la diversité de son offre, le secteur vit au rythme des opérations multiples qui y sont menées, sous l'initiative notamment de Stratégie Gourmet en partenariat avec les producteurs : fromages de Savoie au mois de mars, les « Rungissants des régions » au mois de septembre, fromages du Jura au mois d'octobre...

Le secteur sur la voie de la modernisation

Autre actualité en 2013, la création d'un syndicat des produits traiteur : l'Union des Professionnels du Secteur Traiteur. Bien qu'elles représentent des activités fort diverses, les entreprises qui y ont adhéré ont manifesté ainsi leur souci de l'évolution du secteur, notamment après la création du F5C qui modifie son paysage général. Au côté du Sycopla (Syndicat des grossistes en produits laitiers), cette nouvelle entité participe notamment au travail de réflexion sur la modernisation des pavillons E4 et E5. Au passage, la SEMMARIS a déjà amélioré les dispositifs de stationnement des véhicules en libérant des emplacements à proximité des bâtiments pour la clientèle. Mais 2014 s'annonce encore comme une année de développement avec le premier exercice complet du nouveau bâtiment F5C, la rénovation effective des bâtiments E4 et E5, l'avancée du projet de pavillon bio et l'implantation de nouvelles offres en lien avec la restauration et la gastronomie.

Rungis a « sur-performé » en produits laitiers

Il arrive parfois que les particularités du Marché de Rungis engendrent un décalage, entre les évolutions de ses propres volumes et celles du marché national.

Cela a été partiellement le cas en 2013 où la consommation française de produits laitiers a diminué de 1,8 % en volume, selon Kantar Worldpanel cité par FranceAgriMer. Cette baisse a surtout été engendrée par la diminution des achats de lait de consommation (- 3,2%) et de celle des produits ultra-frais (- 1,8%). Mais les ventes de fromages n'ont pas connu l'essor qu'elles ont rencontré à Rungis. Globalement, les volumes achetés n'ont en effet progressé que de 0,6%. Ils ont même diminué de 3% en camembert qui représente à lui seul 7,7% de la consommation de fromages, alors même que la tendance est restée favorable aux pâtes molles sur le Marché (voir ci-contre). À noter toutefois que les consommateurs français sont de plus en plus demandeurs de fromages de brebis (+ 3,9%), de fromages à raclette (+ 3,7%) et, surtout, de mozzarella (+ 11,6%).



*L'horticulture
et la décoration*



214 942 K€

CHIFFRE D'AFFAIRES 2012

86 %

Grossistes

CA 2012: 185 618 K€ • 12/11 : -6,0%

2 %

Courtiers et sociétés import-export

CA 2012: 3 324 K€ • 12/11 : +9,8%

12 %

Producteurs

CA 2012: 26 000 K€ • 12/11 : -4,0%

L'horticulture et la décoration

Malgré une conjoncture peu porteuse, les fleurs coupées sont parvenues à contenir leur niveau en 2013, tandis que les plantes en pot subissaient l'impact de la météorologie printanière. Le secteur se mobilise dans son ensemble pour trouver un nouvel élan : ses futures évolutions devraient lui en donner les moyens.

Depuis plusieurs années déjà, les difficultés économiques touchent davantage le secteur horticulture et décoration que les autres secteurs du Marché de Rungis. Par nature, il est plus rapidement pénalisé par les arbitrages budgétaires des consommateurs que l'univers alimentaire. En son sein, le secteur des fleurs coupées est, sans nul doute, le plus sensible à ce climat général. Cela a été le cas en 2013.

Portés l'année précédente par l'arrivée de nouveaux opérateurs, ses arrivages ont diminué de 4% en 2013, à 186 millions de tiges. En témoignent les roses, produit phare des fleurs coupées dont elles représentent plus du tiers (36,3%) : leurs volumes ont diminué de 5%. Mais cela a également été l'évolution

qu'ont connue la plupart des autres variétés, des tulipes (-18%) aux fleurs exotiques (-59%).

Certains produits résistent

On note toutefois un rebond des anémones (+30%) qui bénéficient de tendances d'achat porteuses, ou encore des œillets (+10%). Signe que la baisse des volumes de fleurs coupées n'est pas une fatalité. Par ailleurs, les ventes de feuillage continuent de progresser (+4%), permettant aux détaillants de pallier la tendance haussière des prix avec des compléments d'offre plus économiques.

Dans ce contexte, les plantes en pot maintiennent mieux leurs positions. Mais, en 2013, elles ont subi les conditions météorologiques négatives du printemps ; dans ce domaine, des ventes difficiles d'avril à juin ne se corrigent guère par la suite. À noter que les plantes à massif ont conservé une évolution favorable, +4%, mais insuffisante pour empêcher la baisse générale du sous-secteur, de 3% sur l'ensemble de l'année. Enfin, le sous-secteur de la décoration, dont les ventes ne peuvent être suivies statistiquement, est désormais stabilisé.



139 entreprises

- 59 grossistes (12 en plantes, 47 en fleurs coupées, feuillages)
- 78 producteurs (38 en plantes, 40 en fleurs coupées, feuillages)
- 2 courtiers et sociétés import-export

420 employés

- 337 chez les grossistes
- 77 chez les producteurs
- 6 chez les courtiers et sociétés import-export

ARRIVAGES	(en tonnes)	Variation 2013/2012
Fleurs coupées ⁽¹⁾	186 111	- 4,2 %
Feuillages ⁽²⁾	9 439	+ 3,8 %
Plantes en pot ⁽³⁾	15 452	- 2,8 %

(1) en milliers de tiges
(2) en milliers de bottes
(3) en milliers de pots

Réflexions sur l'avenir

À Rungis, l'activité du secteur horticulture et décoration reste heureusement porté par les grandes dates de son calendrier. Si la commémoration des défunts est moins pratiquée pour diverses raisons – les ventes de chrysanthèmes ont diminué de 21% sur l'année 2013 –, la Saint-Valentin, le 1^{er} mai ou la fête des grand-mères demeurent des rendez-vous importants.

En outre, le secteur développe de plus en plus des opérations d'animation, comme « Rungis Sensation » organisée du 09 au 13 septembre 2013 par Dopa'Min et Rungis Fleurs Négoce. Représentant les accessoires, les plantes en pot et les fleurs coupées, les deux syndicats de grossistes travaillent davantage de concert.

Pour ce faire, la SEMMARIS a d'ailleurs officiellement ouvert une réflexion sur la rénovation du secteur des fleurs coupées en 2013. Des cabinets d'architecture et d'ingénierie ont été mandatés pour permettre de dégager une vision claire des diverses solutions qui s'offrent à lui. Au cœur de cette réflexion, l'élaboration d'un outil propre à relancer l'activité du secteur tout en optimisant les charges de fonctionnement des opérateurs. 2014 devrait être l'année qui mettra sur les rails ce nouveau projet.

Une baisse des sommes dépensées

D'après un panel de TNS Sofres,

cofinancé par FranceAgriMer et l'interprofession Val'hor, le marché des végétaux d'ornements a diminué de 1% en valeur sur la période allant de janvier à octobre 2013. Les végétaux dits d'intérieur sont restés en hausse de 2,9%, en sommes dépensées, tandis que ceux d'extérieur ont baissé de 5,3% (le marché du cimetière diminuant de 2,4%). Les ventes des fleuristes (38,3%) et des grandes et moyennes surfaces (11,8%) ont d'ailleurs progressé de 1,7% et de 4,5%. Ce sont les jardinerie spécialisées (18,4%) et les ventes sur l'exploitation (10,3%) dont les ventes ont reculé, de 7,1% et 8,7% respectivement. La consommation de végétaux d'intérieur est de plus en plus symbolisée par les ventes de la Saint-Valentin, qui à elles seules représentent le quart des ventes du mois de février. Et la rose est leur emblème, avec 48% des sommes dépensées.



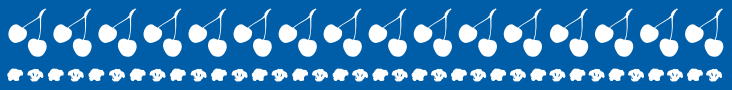
La moitié

*du chiffre
d'affaires
du Marché*

ACCUEIL

DES ACTIVITÉS *à la vente*
(COMPLÉMENTAIRES) *physique*

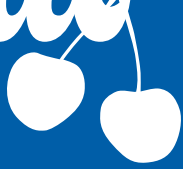
TRANSPORT



LIVRAISON

IMPORT = (CENTRALES)
EXPORT D'ACHATS

Logistique





*Les activités
logistiques*



3 992 234 K€

CHIFFRE D'AFFAIRES 2012
MARCHÉ LOGISTIQUE HORS PRÉSENCE D'ACHETEURS

Les activités logistiques

De nombreuses activités se développent sur Rungis en complément des ventes physiques avec présence d'acheteurs. Elles représentent près de la moitié du chiffre d'affaires généré par le Marché. Présentation de six entreprises illustrant autant de modèles économiques.

Créée en 1958 au sein des Halles de Paris, **Somavog** a suivi le transfert du Marché à Rungis. Elle y assure des prestations logistiques pour les grossistes du pavillon de la volaille : réception des camions, contrôle et mise à disposition des marchandises. En outre, elle développe ses activités pour le compte d'autres clients - détaillants, import-export, distribution... - dont elle réalise les opérations de transit, éventuellement en y ajoutant des actions de groupage ou de dégroupage pour que les produits puissent être réexpédiés. Somavog dispose

d'une plateforme de 2 000 mètres carrés, sous froids positif et négatif, ainsi que d'une flotte de chariots élévateurs. Employant 35 salariés, elle offre un carrefour de concentration des marchandises au cœur d'une importante infrastructure routière et à proximité de la capitale. Elle contribue également à optimiser le transport et le chargement des camions en éclatant les commandes au plus près du lieu de livraison.

Dans le domaine logistique encore, issu originellement du transport des produits de la mer, le groupe **Delanchy Transports** est dédié à la logistique des produits frais sous température positive. Comptant 36 agences, dont une à Rungis, il livre l'ensemble des territoires français et italien. De plus, il assure chaque jour la préparation et l'expédition de conteneurs par voie aérienne ou maritime dans le monde entier. Enfin, il dispose d'un réseau de partenaires dans toute l'Europe (Allemagne, Espagne et Royaume-Uni notamment).

Convergence Achats est née, en 2002, de la mise en commun des achats du groupe Flo et de Disneyland Paris. Mutualisant les besoins de près de 400 établissements aux enseignes Hippopotamus, Tablapizza,



23 % **Grossistes livreurs**
CA 2012: 906 142K€

45 % **Grossistes en entrepôts**
CA 2012: 1 787 539K€

7 % **Logisticiens purs**
CA 2012: 282 136K€

25 % **Intermédiaires en bureaux**
CA 2012: 1 016 417K€

Bistro Romain, Brasserie Flo, etc., et de la centaine que compte le parc d'attractions de Marne-la-Vallée, l'entreprise s'est depuis ouverte à des adhérents extérieurs, doublant ainsi le nombre de restaurants qu'elle approvisionne. Elle leur apporte non seulement la capacité de négociation permise par les volumes qu'elle rassemble (250 millions d'euros d'achats par an), mais également une assistance en matière de conseil (choix et mise en œuvre des produits, promotion et animation commerciales) et de sécurité alimentaire. Outre sa vingtaine d'acheteurs, deux ingénieurs qualité valident en effet les référencements, réalisent des prélèvements de contrôle et organisent des audits chez quelque 650 fournisseurs, une fois par an pour les produits frais. Avec une grosse part de ses volumes constitués par les produits frais, Convergence Achats s'approvisionne bien sûr sur le Marché où près du quart de ses commandes sont achetées ou négociées. L'ensemble représente plus de 10 000 références et plus de 6 000 livraisons par semaine (avec une logistique sous-traitée) pour, finalement, nourrir 65 millions de consommateurs par an.

Depuis 1999, **CNER** (Conseil et Négoce Européens en Restauration) approvisionne des restaurants de la région parisienne. Elle compte environ 300 clients indépendants dont elle peut être parfois l'unique fournisseur, ou auxquels elle garantit sinon des compléments de gamme. Elle trouve près de 30 % de ses besoins sur le Marché et mise sur deux axes majeurs : la connaissance des produits et la souplesse de livraison (une centaine par jour). Avec une capacité de stockage de

350 mètres carrés (un agrandissement est programmé) et neuf camions intégrés, son implantation à Rungis lui assure les meilleures conditions de sourcing et d'hygiène. De plus, l'entreprise peut optimiser sa logistique en sectorisant ses opérations, tout en maintenant un taux de service élevé.

Foie Gras Partners a été fondée en 1995, choisissant Rungis notamment pour ses services vétérinaires et douaniers. À l'origine, il s'agissait d'assurer les formalités nécessaires à l'importation de produits en provenance de l'Europe de l'Est. L'entreprise est en effet productrice de foies gras d'oie et de canard en Hongrie et en Bulgarie, foies gras qu'elle commercialise ensuite en France, auprès des grossistes du pavillon de la volaille notamment, mais aussi des industriels ou de la restauration, ainsi qu'à l'export. Aujourd'hui, ces mêmes infrastructures garantissent justement l'efficacité de ses procédures à l'exportation. Et l'implantation sur le Marché lui permet de servir en moins de 48 heures tous les points de la planète.

Enfin, spécialiste de la «distribution du dernier kilomètre», **Delifresh** s'est focalisée depuis sa création, en 2010, sur les commandes inférieures à 100 kilogrammes sous toutes les températures. Avec un entrepôt de près de 300 mètres carrés à Rungis notamment et une flotte de véhicules, elle assure quotidiennement plus de 1 000 livraisons dans toute l'Île-de-France. Il s'agit donc d'une logistique de précision au service de clients dont Delifresh mutualise ainsi les commandes. Outre l'optimisation économique, la méthode favorise une diminution des impacts logistiques sur l'environnement.

En faisant rimer
EFFICACITÉ
opérationnelle

et

qualité
de **service,**

LA SEMMARIS A CETTE ANNÉE
encore atteint

ses
objectifs

financiers





*Rapport financier
de la SEMMARIS*

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale

LES COMPTES DE LA SEMMARIS

Le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires a atteint 97,08 M€ en augmentation de 3,5% par rapport à 2012. Ses principales composantes ont varié de la façon suivante :

Le produit des droits d'accès et de stationnement s'est élevé à 9,70 M€, soit - 15,1% par rapport à 2012 sachant que la société a procédé à un changement de méthode de comptabilisation des produits des péages. L'encours des produits facturés mais non encore utilisés à la date d'arrêté des comptes a été comptabilisé en produits constatés d'avance ce qui a impacté négativement le chiffre d'affaires de l'exercice à hauteur de 1,86 M€. Cet impact est bien entendu non récurrent.

Hors incidence de ce changement de méthode, la variation serait positive de 1,1% sur 2012.

Les redevances homologuées se sont élevées à 39,03 M€ en augmentation de 7,6% sur 2012 dont 3,1% est lié à l'augmentation des tarifs, ce qui traduit une amélioration de la performance de l'entreprise et de ses équipes.

Les redevances indexées ont atteint 16,46 M€, soit + 3,1% par rapport à 2012, sachant que l'augmentation est liée au renchérissement de l'Indice du Coût de la Construction.

L'annuité 2013 des Droits de Première Accession (DPA) étalés a totalisé 949 K€ contre 918 K€ en 2012.

Les produits sur charges, ventes d'eau et d'électricité ont représenté 27,51 M€ soit une augmentation de 4,9% sur 2012 due principalement à la mise en service des nouveaux bâtiments.

Le produit des saisies, des locations de matériel et de l'exploitation du Point E, hors travaux refacturés, est resté stable d'un exercice sur l'autre à 0,95 M€. En revanche, **les prestations d'ingénierie** à l'International s'établissent à 0,35 M€ en augmentation de 14,9% sur 2012.

La remise pour prélèvement automatique a logiquement accompagné la croissance du marché engendrant une réduction de recettes de 1,11 M€.

Les charges d'exploitation

Les achats et services extérieurs (hors charges sur sinistres et travaux refacturés) se sont élevés à 38,08 M€ contre 37,20 M€ en 2012 en augmentation de 2,4%.

Les principales variations par rapport à 2012 concernent :

- les consommations de fluides (- 224 K€);
- le nettoyage et l'entretien général du Marché (+ 635 K€);
- les locations (+ 160 K€) qui ont suivi l'évolution de l'Indice du Coût de la Construction;
- les dépenses d'entretien - réparations - maintenance - petits travaux (+ 174 K€);
- les dépenses de promotion du marché (+ 130 K€);
- les frais de missions et réceptions (- 71 K€).

Les impôts et taxes se sont montés à 1,50 M€ contre 1,41 M€ en 2012, soit une augmentation de 6,7% entraînée essentiellement par la Contribution Économique Territoriale.

Les charges de personnel ont représenté 17,90 M€, en diminution de 0,1% par rapport à 2012. Les rémunérations, hors indemnités de licenciement et de départ, ont été de 10,57 M€ en augmentation de 2,5% par rapport à 2012. Les charges sociales ont totalisé 6,70 M€, soit - 0,1%. Elles intègrent un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi de 146 K€.

La dotation aux amortissements et provisions a été de 23,62 M€ (25,42 M€ en 2012).

Les amortissements du domaine concédé sont en baisse sensible (- 2,05 M€) alors que les provisions de caducité augmentent faiblement (+ 0,08 M€).

Une provision pour litige avec un concessionnaire a été constituée à hauteur de 250 K€ et la provision pour litige Prud'homal en cours avec un ancien salarié qui a quitté l'entreprise en mars 2012 a été complétée à hauteur de 54 K€.

Les provisions pour dépréciation des créances se sont élevées à 514 K€ contre 342 K€ en 2012. Elles représentent 0,53% du chiffre d'affaires contre 0,36% en 2012.

Les résultats

En définitive, l'**excédent brut d'exploitation** s'est élevé à 38,96 M€, soit 40,13% du chiffre d'affaires. Il s'est amélioré puisqu'il représentait 39,32% du chiffre d'affaires en 2012 et 39,05% en 2011.

Le résultat brut d'exploitation a connu une accélération en passant de 12,39 M€ en 2011 et 11,89 M€ en 2012 à 15,74 M€ en 2013.

Le résultat financier (hors dividende de Paris Rungis International) a été de 0,62 M€ contre 1,19 M€ en 2012.

L'exercice 2012 avait bénéficié de la reprise de la provision pour dépréciation du portefeuille obligataire qui avait été constituée fin 2011 en raison de la crise des dettes souveraines.

La reprise de provision s'était élevée à 687 K€ contre 34 K€ cette année.

Par ailleurs, la politique d'endettement modéré se traduit par une nouvelle réduction des intérêts sur emprunts qui passent de 703 K€ en 2012 à 543 K€ en 2013.

Si la trésorerie moyenne disponible est restée relativement stable (55,21 M€ en 2013 contre 54,33 M€ en 2012), le rendement financier moyen a suivi la baisse des taux courts (2,05% en 2013 contre 2,39% en 2012).

Le résultat courant avant impôts sur les sociétés est de 17,89 M€ contre 14,46 M€ en 2012 et 13,24 M€ en 2011.

Le résultat sur opérations exceptionnelles se monte à 2,43 M€. Il correspond pour l'essentiel à :

- des ventes de DPA (873 K€) notamment dans les bâtiments DE3, E3 et A4;
- la reprise de dettes fournisseurs prescrites depuis plus de 5 ans (635 K€);
- la reprise d'une provision pour contribution à des travaux de voirie devenue sans objet (632 K€);
- la facturation de pénalités contractuelles à un fournisseur (146 K€);
- l'indemnité pour perte de loyer (79 K€) versée par les assurances dans le cadre du sinistre du bâtiment D6a intervenu en septembre 2011.

La SEMMARIS acquittera un impôt sur les sociétés de 6,39 M€ équivalent à 32,7% du résultat comptable avant impôts sur les sociétés. L'impôt calculé intègre 94 K€ de crédit d'impôt recherche et 83 K€ de crédit d'impôt mécénat.

Il intègre également la contribution additionnelle de 3% sur les dividendes (150 K€).

Le résultat net comptable est de 13,18 M€ contre 10 M€ en 2012 soit + 31,8%. Il représente 13,6% du chiffre d'affaires 2013 contre 10,7 % en 2012.

Le bilan

L'examen du bilan fait apparaître une situation nette au 31 décembre 2013 de 88,12 M€ avant répartition des résultats de l'exercice 2013.

La capacité d'autofinancement de l'exercice est soutenue à 35,91 M€ (34,58 M€ en 2012).

Les cautions reçues des clients (en numéraire et cautions bancaires) atteignent 21,12 M€, qui représentent 24,2% du chiffre d'affaires hors droit d'accès et de stationnement.

La trésorerie, nette des dettes financières, était de 26,54 M€ au 31 décembre 2013.

Affectation du résultat

Les dividendes distribués au cours de ces trois derniers exercices ont été les suivants :

- 2012 : 12,90 € par action, soit une distribution totale de 4 988 958,90 €;
- 2011 : 12,10 € par action, soit une distribution totale de 4 679 566,10 €;
- 2010 : 10,90 € par action, soit une distribution totale de 4 215 476,90 €.

Pour l'exercice 2013, il sera proposé à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 15,50 € par action soit une distribution totale de 5 994 485,50 € et l'affectation au report à nouveau des 7 184 008,02 € représentant le solde du résultat net de l'exercice.

Informations relatives aux délais de règlement de nos fournisseurs

Conformément aux dispositions du Code de Commerce (Art. D. 441-4), la décomposition des dettes fournisseurs au 31 décembre 2013 et 2012 est présentée ci-dessous (en K€) :

En K€	Total		Échéances échues (litiges)		Échéances à 30 jours		Échéances à 60 jours	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Fournisseurs de biens & services	7 205,7	7 360,4	1 243,3	846,7	3 395,6	4 576,1	2 566,8	1 937,6
Comptes rattachés	1 896,7	1 483,1						
Sous-total	9 102,5	8 843,4						
Fournisseurs d'immobilisations	5 397,8	4 961,2	600,4	610,7	2 437,8	3 729,2	2 359,7	621,2
Comptes rattachés	2 658,6	5 513,3						
Sous-total	8 056,4	10 474,5						

La Loi de Modernisation de l'Économie n° 2008-776 du 4 août 2008 a fixé des nouveaux maxima pour les délais de règlement interentreprises pour toutes les transactions conclues à partir du 1^{er} janvier 2009.

Sauf accords dérogatoires temporaires concernant quelques secteurs d'activité, le délai convenu entre les parties ne peut dépasser 45 jours fin de mois ou 60 jours à compter de la date d'émission de la facture.

Nos conditions générales d'achats ont été revues et ajustées pour répondre à cette réglementation. À compter du 1^{er} janvier 2009, elles ont été fixées à 45 jours fin de mois de la date de la facture.

BUREAUX RUNGIS INTERNATIONAL (BRI)

Le chiffre d'affaires réalisé par BRI, filiale à 100% de la SEMMARIS, a été de 2,64 M€, correspondant au loyer versé par la SEMMARIS pour les 21 141 m² de surfaces louables.

En contrepartie, les loyers et charges perçus par la SEMMARIS auprès des occupants se sont élevés à 2,63 M€.

Fin 2013, le taux d'occupation des locaux de BRI était de 49,71% (52,29% à fin 2012 et 78,61% à fin 2011).

Dans le cadre du plan de rénovation architecturale et de mise aux normes des bâtiments, BRI a investi 203 K€ sur l'exercice.

L'avance en compte-courant de la SEMMARIS à BRI a donné lieu à une rémunération de 570 €.

Le montant de cette avance est de 1,03 M€, BRI ayant remboursé, en 2013, 395 K€ sur cette avance.

LA POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES DE LA SEMMARIS

L'effectif moyen mensuel a été de 209,2 salariés (208,4 en 2012 et 210,4 en 2011).

Le taux d'absentéisme moyen - hors congés de maternité - s'est élevé à 3,37% contre 3,47% en 2012 et 3,83% en 2011.

Une somme de 161 K€, représentant 1,4% de la masse salariale a été dépensée pour la formation professionnelle (1,8% en 2012 et 2,9% en 2011).

Au titre de la négociation salariale annuelle, un accord d'entreprise a été signé pour 2013 qui prévoit notamment des augmentations de la valeur du point de 1,3% au 1^{er} mai et de 1,1% au 1^{er} octobre.

Une réserve de participation de 758 K€ a été constituée au titre de la participation et le montant de l'intéressement pour l'exercice est de 522 K€ conformément aux accords triennaux en vigueur depuis 2011.

La capitalisation totale du Plan d'Épargne d'Entreprise était de 4,91 M€ à fin 2013 et l'abondement versé par la SEMMARIS à ce plan a été de 231 K€ en 2013. Un accord d'entreprise a été signé concernant la « prime dividendes » qui prévoit le versement à chaque salarié en 2013 d'une somme de 725 €.

LES INVESTISSEMENTS DE 2013

Le montant total des investissements réalisés en 2013 a été de 17,6 M€.

Le soutien au marché physique :

- Bâtiment F5C : Le bâtiment F5C (9 500 m²), destiné à la vente en libre-service de produits « plurivalents » et traiteurs, a été livré dans le courant du premier semestre et six entreprises spécialisées dans les arts de la table, le vin, les produits charcutier et traiteur, les fruits et légumes et les spécialités gastronomiques italiennes s'y sont installées. Ce bâtiment marque la première étape de l'édification d'une Allée de la Gastronomie qui accueillera des entreprises travaillant la clientèle traiteur et restauration. Les investissements de l'exercice s'élèvent à 5,42 M€ pour un coût total de 12,59 M€.
- Le programme de modernisation des carreaux de vente du secteur des Fruits et Légumes (7 pavillons) qui devrait s'étaler sur 2 ans a démarré sur 2013. L'objectif est d'améliorer la commercialité, la fonctionnalité, l'aspect visuel et la sécurité des pavillons avec un souci constant de s'inscrire dans le cadre d'une démarche de développement durable. Un montant de 3,56 M€ a été immobilisé sur ce projet en 2013.

Le développement des activités de services :

- Conteneurs frigorifiques : 10 conteneurs frigorifiques d'une capacité de 55 m³ chacun ont été installés pour un montant total de 170 K€. L'objectif est d'offrir une capacité de stockage tampon aux acheteurs de produits frais présents sur le Marché.
- Bâtiment EOG : 80 K€ ont été consacrés à la démolition de ce bâtiment afin de construire une plateforme logistique de 2 500 m² pouvant accueillir un ou deux occupants.

Le maintien du niveau technique de l'outil :

- Les travaux de sécurité incendie ont été immobilisés à hauteur de 0,54 M€ dont 0,31 M€ au titre des travaux de mise en œuvre d'une nouvelle source d'eau dans le secteur des produits carnés.
- Les travaux sur les réseaux techniques (eau, assainissement, électricité, chauffage, vidéosurveillance...) se sont élevés à 2,95 M€ dont 1,54 M€ ont été consacrés à la rénovation de l'éclairage public sur le Marché et 0,72 M€ au maillage du réseau de chauffage dans le secteur des produits carnés.
- Les travaux de modernisation et de mise en conformité des monte-charge et des ascenseurs se sont poursuivis pour un montant total de 0,63 M€.

- Dans le cadre des travaux de création de la ligne T7 qui a été mise en service en novembre 2013, la SEMMARIS, en sa qualité de maître d'ouvrage délégué, a engagé 0,30 M€, pris en charge par le Syndicat des transports d'Île-de-France.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

En 2013, l'activité de consulting a été soutenue avec 350 K€ de facturation.

En Chine, la SEMMARIS a signé un accord de sortie de la Joint-Venture avec ses partenaires chinois. Malgré de très nombreuses demandes de conseil d'autres villes, il a été décidé de ne pas y répondre jusqu'à la fin de la procédure administrative en cours.

En Russie, un contrat a été signé pour guider la définition du modèle et la conception d'un marché de gros moderne dans la ville de Saint-Pétersbourg. Ce pays reste un marché dynamique avec un réseau de 12 marchés de gros dans les villes de plus d'un million d'habitants.

En Thaïlande, un audit sur la distribution alimentaire a été élaboré afin d'orienter la stratégie de développement des deux principaux marchés de gros de la ville de Bangkok.

En Afrique du Sud, l'assistance pour le design de la plateforme alimentaire en zone de production a été poursuivie.

Au Gabon, le design du Grand Marché de Libreville a été optimisé.

AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AUX ADHÉRENTS D'UN PEE

L'article L. 225-177 du Code de commerce prévoit que la décision de l'organe délibérant d'autoriser l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions est prise notamment sur le rapport de l'organe compétent établi selon les modalités fixées par l'article R. 225-144 du même code.

Les caractéristiques de l'augmentation du capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise sont précisées dans le projet de textes et résolutions (neuvième résolution) présenté, ce jour, à l'organe compétent.

ÉVÉNEMENTS SURVENUS DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE 2014

Aucun événement nouveau susceptible d'affecter de façon significative les comptes de la société n'est intervenu depuis le 1^{er} janvier 2014.

Résultats financiers

des cinq derniers exercices (en €)

	2009	2010	2011	2012	2013
SITUATION FINANCIÈRE					
a) Capital social	14 696 158	14 696 158	14 696 158	14 696 158	14 696 158
b) Nombre d'actions émises	386 741	386 741	386 741	386 741	386 741
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	87 428 574	89 470 965	91 586 143	93 824 671	97 081 717
b) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	36 092 181	36 681 911	35 942 338	39 140 390	42 861 973
c) Impôts sur les bénéfiques (hors provisions)	4 805 483	4 379 152	4 343 022	4 565 182	6 391 755
d) Participation des salariés au titre de l'exercice	590 317	501 215	426 528	547 108	757 631
e) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	8 945 770	9 531 910	9 373 632	9 999 926	13 178 494
f) Montant des bénéfiques distribués	3 558 017	4 215 477	4 679 566	4 988 959	5 994 486
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUITES À UNE SEULE ACTION					
a) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	93,32	94,85	92,94	101,21	110,83
b) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	23,13	24,65	24,24	25,86	34,08
c) Dividende passé à chaque action	9,20	10,90	12,10	12,90	15,50
PERSONNEL					
a) Nombre de salariés (effectif moyen mensuel)	212	212	210	209	209
b) Montant de la masse salariale	9 547 484	9 889 161	10 051 512	11 205 854	11 196 832
c) Montant des sommes versées au titre des charges sociales et avantages sociaux	5 382 382	5 537 594	6 052 062	6 707 559	6 698 867

Mandats ou fonctions exercés dans toute autre société

par les mandataires sociaux au cours de l'exercice

Nom / nature du mandat	Société	
Gilles BOISSONNET		
Président	Foncière Altarea	
Président du Directoire	Altarea France	
Gérant ou cogérant	Les Clausonnes Investissement	
	SNC Alta Les Essarts	
	Altarea France	
Gérant associé	Socobac	
	Société Civile Jouffroy 2	
Représentant Permanent de Altarea France	Alta Saint Honoré / Alta Cité / Alta Ollioules 1 / Alta Olioulles 2 / Alta CRP Vivienne / Alta CRP Montmartre / Alta Berri	
	Sillon	
	Alta Chartres / Alta Orgeval / Alta Mantes Gambetta / Bercy Village / Centre Commercial de Valdoly / Foncière Cezanne Matignon / Foncière Cezanne Mermoz / Jas de Bouffan / Lille Grand Place / Matignon Commerce / Ori Alta	
	SAS Sillon 3 / SAS L'Empire / SAS Avenue de Fontainebleau / SAS Nanterre Quartier de l'université	
	SCI Alta Nouveau Port La Seyne / SCI Bercy Village 2 / SCI Centre d'Affaires du KB / SCI des Clausonnes / SCI Espace Grand Rue / SCI Limoges Invest / SCI du Petit menin / SCI Rue de l'Hotel de Ville / SCI Macdonald Commerces	
	SNC Alta Aubette / SNC Alta CRP Aubergenville / SNC Alta CRP Gennevilliers / SNC Alta CRP Guipavas / SNC Alta CRP La Valette / SNC Alta CRP Mougins / SNC Alta CRP Puget / SNC Alta CRP Ris Orangis / SNC Alta CRP Ruaudin / SNC Alta CRP Valbonne / SNC Alta Les Essarts / SNC Alta Mulhouse / SNC Alta Pierrelaye / SNC Alta Thionville / SNC Alta Tourcoing / SNC Alta Troyes / SNC Altarea / SNC Altarea Les Tanneurs / SNC Aubergenville 2 / SNC Aubette Tourisme Résidence / SNC Avenue Paul Langevin / SNC Cœur d'Orly Promotion / SNC du Centre Commercial du KB / SNC du Centre Commercial de Thiais / SNC Gennevilliers 2 / SNC Le Pré Long / SNC Monnet Liberté / SNC Retail Park des Vignoles / SNC Sillon 2 / SNC Toulouse Gramont	
	Société du Centre Commercial de Massy / Société d'Aménagement de la Gare de l'Est / Société pour la Réhabilitation, l'Aménagement et la construction / TECI et Compagnie	
	Représentant Permanent de Foncière Altarea	Alta Kléber / Alta Roosevelt
	Martine BONNY	
	Inspectrice Générale de l'Administration du Développement Durable	Ministère du Logement, des Transports et du Développement Durable
Commissaire-adjoint du Gouvernement	Grand Port Maritime de Marseille-Fos	
Contrôleur de gestion	GIE Dragages-Ports	
Bruno BORREL		
Administrateur	Banque Populaire Rives de Paris (SA)	
Associé Gérant	Société Basco-Savoyarde d'Investissement et de Management (SARL)	
Dirigeant	Groupe ODEON	
Éric DUMAS		
Président	Alta Drouot	
Administrateur	Altareg Srl, Altarea Italia, Aurelia Trading Srl	
Cogérant	SNC Altarea Management	

Nom/nature du mandat	Société
Jean-François FAVRE	
Gérant	SNC Cœur Chevilly
Mireille FLAM	
Présidente du Conseil de Surveillance	Sogaris (SA)
Jacques GALVANI depuis le 19 septembre 2013	
Executive Director	Altarea Cogedim
Éric GIRY	
Administrateur	ADEME
Commissaire du Gouvernement	Haut Conseil de la Coopération Agricole (HCCA)
	Institut National de la Qualité et de l'Origine (INAO)
Membre du Conseil d'Administration	Office Français de l'Immigration et de l'Intégration
Thomas GOSSET	
Administrateur représentant l'État au Conseil d'Administration	SOVAFIM SA
	LFB SA
	SOFIRED
Membre du Conseil de Surveillance représentant l'Etat	RTE (depuis le 11 décembre 2013)
Marc HERVOUET	
Président	CGI
	Rungis Volaille Plus (SA Coopérative à C.A.)
Représentant du Président	MMCC Conseil Financière Courtin Hervouet (SAS)
	Financière Courtin Hervouet de SAS COTTIN
	Financière Courtin Hervouet de SAS COURTIN HERVOUET & ASSOCIÉS
Gérant	MMCC Conseil
Christian HERVY	
Président	SEMHACH pour la gestion de la géothermie à Chevilly-Larue
	Syndicat intercommunal des établissements du second cycle du second degré du district de l'Hay-les-Roses
	Association des communes et communautés du Grand Orly
Vice-Président	Syndicat Intercommunal d'Exploitation et de Valorisation des Déchets
Administrateur	SADEV 94 (SAEM) - AFTRP
Membre	Syndicat Interdépartemental pour la gestion des terrains concédés à SOGARIS
Membre du bureau	Syndicat Mixte Paris Métropole
Stéphane LAYANI	
Représentant le gérant (SEMMARIS)	SCI Bureau Rungis International
Président	Conseil de l'IUT de Bobigny
	SOLAAL
Administrateur	ASPEN France
	GIE Marchés de Gros
Trésorier	Fédération Française des Marchés de Gros
	Centre culturel des bords de Marne
Membre du Board	WUWM
Jacques NICOLET jusqu'au 18 septembre 2013	
Président du Conseil d'Administration	Altarea España, SLU
Président du Conseil de Surveillance	Altarea / Altareit
Membre du Conseil de Surveillance	Altarea / Altarea France / Altareit / Cogedim
Président	JN Investissements / SAS J.N. Holding
Gérant ou Gérant Associé	SCI Damejane / SCI du 14 rue des Saussaies / SNC J.N. Participations
Administrateur	Altareg S.R.L / Altarea Italia
Administrateur délégué	Société Anonyme Monégasque «Productions de Monte-Carlo»
Représentant Permanent de SAS JN Holding	JN Automotive

Nom/nature du mandat	Société
Christian PÉPINEAU	
Président (depuis le 9 octobre 2013)	Rungis Action (SASCV)
Administrateur	Grefel (SA)
Administrateur	Residetape
Sylvie PLANET	
Présidente (jusqu'au 8 octobre 2013)	Rungis Action (SASCV)
Administrateur	Service Médico Social des Halles
Jeanne-Marie PROST	
Membre du Conseil de surveillance, représentant de l'État	Aéroport de Strasbourg-Entzheim Thales
François RUBICHON jusqu'au 24 septembre 2013	
Administrateur	ADP Ingénierie (jusqu'au 31 janvier 2013)
Vice-Président du Conseil d'Administration	Airport Council International (ACI) (jusqu'au 31 janvier 2013) Union des Aéroports Français (UAF) (jusqu'au 31 janvier 2013)
Président	Média Aéroports de Paris (jusqu'au 31 janvier 2013)
Alain TARAVELLA	
Président du Conseil d'Administration	Altarea Italia
Administrateur	Altarea España, SLU / Altarag Srl / Boursorama
Président du Conseil de Surveillance	Altarea France / Cogedim
Président	Alta Pat 1 / Alta Patrimoine / Altafi 2 / Altafi 3 / Atlas (ex. Altafi 4) / Alta Groupe (ex. Altafinance 2 SAS) / SAS Altafi 5
Co-Gérant	Altarea
Représentant Permanent de Altarea	Alta Blue / Alta Rungis / Alta Delcasse / Alta Développement Italie / Altalux Italy Sarl / Altalux Spain Sarl / Alta Spain Archibald BV / Alta Spain Castellana BV / AltaFund Value-Add I
Représentant Permanent de Altaprimoine	SCI Matignon Toulong Grand Ciel / SNC Ati / SNC Altarea Commerce
Représentant Permanent de Alta Faubourg	Alta Montaigne
Représentant Permanent de Altagroupe	SCI Sainte Anne
Représentant Permanent de Alta Blue	Aldeta

Bilan au 31 décembre 2013 (en €)

Actif	Exercice N			Exercice N - 1
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 303 404	841 543	461 861	182 652
Autres (logiciels)	869 571	841 543	28 028	44 545
Marque commerciale	91 326		91 326	91 326
Immobilisations en cours (logiciels)	342 507		342 507	46 781
IMMOBILISATIONS CORPORELLES PROPRES À LA SOCIÉTÉ	2 681 546	2 315 892	365 654	455 953
Terrains	64 138		64 138	64 138
Constructions	163 068	163 068		
Matériel et outillage	222 922	222 155	767	1 414
Matériel de transport	107 439	107 439		
Mobilier et matériel de bureau et informatique	1 784 494	1 483 746	300 748	390 401
Agencements et installations	339 484	339 484		
Immobilisations en cours				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DU DOMAINE CONCÉDÉ	576 054 438	153 058 150	422 996 288	416 851 244
<i>Immobilisations non renouvelables</i>				
Terrains	6 850 091		6 850 091	6 850 091
Constructions	268 570 379		268 570 379	256 323 338
Agencements et installations générales et divers	51 443 621		51 443 621	43 518 362
<i>Immobilisations renouvelables</i>				
Matériel et outillage	126 384 584	78 859 623	47 524 961	53 174 067
Agencements et installations	113 802 828	74 198 528	39 604 301	44 092 774
Immobilisations en cours	9 001 312		9 001 312	12 791 309
Avances et acomptes sur immobilisations	1 622		1 622	101 303
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	11 787 379	93 717	11 693 662	12 088 482
Participations	10 504 796	93 717	10 411 079	10 411 079
Créances rattachées à des participations	1 030 663		1 030 663	1 425 483
Autres titres immobilisés	20 085		20 085	20 085
Prêts				
Autres	231 834		231 834	231 834
Total I	591 826 767	156 309 303	435 517 464	429 578 331
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Autres approvisionnements				
Avances et acomptes versés	11 136		11 136	94 916
Créances d'exploitation	21 803 205	1 451 061	20 352 143	19 296 438
Clients et comptes rattachés	16 467 025	1 451 061	15 015 963	13 789 733
Autres débiteurs	5 124 285		5 124 285	5 334 237
Créances diverses	211 895		211 895	172 468
Valeurs mobilières de placement	58 741 793	1 052	58 740 741	46 350 824
Actions				
Autres titres	58 741 793	1 052	58 740 741	46 350 824
Disponibilités	1 309 518		1 309 518	3 236 250
Banques et chèques postaux	1 279 300		1 279 300	3 201 711
Caisses	6 789		6 789	11 111
Régies d'avance	23 429		23 429	23 429
Charges constatées d'avance	1 384 143		1 384 143	1 528 182
Total II	83 249 795	1 452 114	81 797 681	70 506 611
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL GÉNÉRAL	675 076 562	157 761 416	517 315 145	500 084 942

Passif

	Avant répartition	
	Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES		
Capital	14 696 158	14 696 158
Prime d'apport	15 050 703	15 050 703
Réserve légale	1 469 616	1 469 616
Autres réserves		
Report à nouveau	43 725 032	38 714 064
Résultat de l'exercice	13 178 494	9 999 926
Sous-total situation nette	88 120 002	79 930 468
Autres fonds propres - droits du concédant		
Subventions nettes reçues	68 561 788	68 315 933
Amortissements de caducité	246 979 094	235 413 752
Autres (provisions pour renouvellement utilisées)	23 389 392	23 389 392
Sous-total droits du concédant	338 930 274	327 119 077
Total I	427 050 276	407 049 545
PROVISIONS		
Provisions pour risques	547 045	1 091 474
Provisions pour charges	193 784	
Total II	740 829	1 091 474
DETTES		
Dettes financières	33 511 097	37 512 206
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 969 193	19 861 302
Autres dettes financières	18 541 904	17 650 904
Avances et acomptes reçus	735 187	452 644
Dettes d'exploitation	20 766 343	18 089 228
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 102 470	8 843 449
Dettes fiscales et sociales	11 078 454	8 634 993
Autres	585 419	610 786
Dettes diverses	9 891 255	12 608 628
Dettes sur immobilisations	8 056 442	10 474 512
Autres	1 834 812	2 134 116
Produits constatés d'avance	24 620 159	23 281 216
Total III	89 524 041	91 943 923
TOTAL GÉNÉRAL	517 315 145	500 084 942

Compte de résultat (en liste) exercice 2013 (en €)

	Exercice N		Exercice N - 1	
	Montants HT	Totaux partiels	Montants HT	Totaux partiels
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Prestations de services				
- Produits proportionnels	12 578 354		14 415 116	
- Produits ordinaires	56 438 336		53 145 376	
- Produits sur services concédés	2 075 230		1 930 222	
- Charges récupérables	25 028 601		23 677 299	
- Produits divers	406 150		315 181	
- Produits des activités annexes et remises accordées	555 047		341 478	
Montant du chiffre d'affaires		97 081 717		93 824 671
Reprises sur provisions	193 957	193 957	231 681	231 681
Transfert de charges	369 064	369 064	292 825	292 825
Autres produits et subventions d'exploitation	51 829	51 829	58 009	58 009
TOTAL I		97 696 567		94 407 186
CHARGES D'EXPLOITATION				
Consommation de l'exercice		38 726 892		37 610 493
Achats stockés				
- Autres approvisionnements	328 062		206 334	
Achats non stockés de matières premières	6 571 619		6 746 136	
Services extérieurs				
- Personnel extérieur	1 182 302		1 181 627	
- Autres	30 644 908		29 476 395	
Impôts, taxes et versements assimilés		1 503 707		1 409 096
Sur rémunérations	334 976		326 654	
Autres	1 168 732		1 082 443	
Charges de personnel		17 895 699		17 913 412
Salaires et traitements	11 196 832		11 205 854	
Charges sociales	6 698 867		6 707 559	
Dotations aux amortissements et provisions		23 618 141		25 418 373
Sur immobilisations	11 122 176		13 248 623	
Provisions sur actif circulant	514 178		342 301	
Provisions pour risques et charges	11 981 786		11 827 449	
Autres charges	213 794	213 794	168 844	168 844
TOTAL II		81 958 233		82 520 219
1) RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		15 738 334		11 886 968
Produits financiers		2 698 462		3 366 660
De participation	1 532 247		1 380 035	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	18		10 471	
Reprises sur provisions	33 529		686 589	
Différence positive de change	3			
Cession valeurs mobilières	1 132 666		1 289 565	
TOTAL III		2 698 462		3 366 660
Charges financières		542 751		797 076
Dotations aux amortissements et provisions			93 717	
Intérêts et charges assimilées	542 590		703 354	
Différence négative de change	161		5	
Cession valeurs mobilières				
TOTAL IV		542 751		797 076
2) RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		2 155 712		2 569 584
3) RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (1 + 2)		17 894 045		14 456 552
Produits exceptionnels		2 790 203		1 738 981
Sur opérations de gestion	1 083 361		668 762	
Sur opérations en capital				
- Produits de cession éléments actifs			94 344	
Autres	668 499		38 671	
Reprises sur provisions	856 562		565 647	
Transferts de charges	181 780		371 557	
TOTAL V		2 790 203		1 738 981
Charges exceptionnelles		356 368		1 083 316
Sur opérations de gestion	5 812		201 241	
Sur opérations en capital				
- Valeur comptable des éléments cédés	194 513		651 105	
- Autres	156 043		230 970	
Dotations aux amortissements et provisions				
TOTAL VI		356 368		1 083 316
4) RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		2 433 834		655 665
Participation des salariés (VII)	757 631	757 631	547 108	547 108
Impôts sur les bénéfices (VIII)	6 391 755	6 391 755	4 565 182	4 565 182
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		103 185 232		99 512 827
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		90 006 739		89 512 901
BÉNÉFICE		13 178 494		9 999 926

Flux de trésorerie

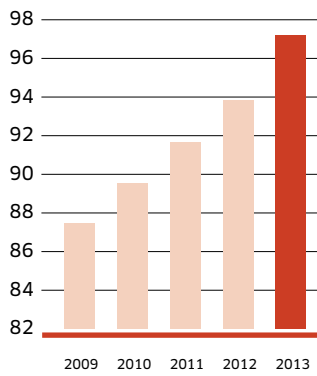
exercice 2013 (en €)

	Exercice N	Exercice N - 1
Flux de trésorerie liés à l'activité (opérations courantes)		
Résultat de l'exercice	11 300 794	9 289 812
Dotations aux amortissements et provisions sur actifs	11 636 354	13 684 641
Reprises dotations aux amortissements et provisions sur actifs	- 339 492	- 911 350
Dotations aux provisions du passif	11 981 786	11 827 449
Reprises dotations aux provisions du passif		- 6 920
Total I	34 579 443	33 883 632
Flux de trésorerie liés à l'activité (opérations exceptionnelles)		
Résultat de l'exercice	1 877 699	710 114
Dotations aux amortissements et provisions sur actifs		
Reprises dotations aux amortissements et provisions sur actifs	- 89 472	- 448 528
Dotations aux provisions du passif		
Reprises dotations aux provisions du passif	- 655 083	- 117 119
Plus-ou moins-values de cessions	194 513	556 761
Total II	1 327 657	701 229
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (I + II)	35 907 100	34 584 861
Créances clients et comptes rattachés	- 1 546 452	183 756
Autres créances d'exploitation	398 345	1 675 883
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	259 020	- 664 334
Autres dettes d'exploitation	3 740 277	1 401 507
Variation du besoin en fonds de roulement	2 851 190	2 596 813
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ	38 758 290	37 181 673
Flux de trésorerie liés à l'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	- 17 561 171	- 39 448 409
Cessions d'immobilisations	394 820	502 601
Autres encaissements et décaissements	- 2 418 070	240 358
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	- 19 584 420	- 38 705 450
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Variation de capital et autres fonds propres	245 854	204 626
Dividendes versés	- 4 988 959	- 4 679 566
Encaissements de nouveaux emprunts		
Remboursements d'emprunts	- 4 974 801	- 5 497 320
Autres variations financières	973 691	1 051 464
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	- 8 744 214	- 8 920 796
Trésorerie nette à l'ouverture	49 621 655	60 066 228
Trésorerie nette à la clôture	60 051 311	49 621 655
VARIATION DE TRÉSORERIE	10 429 656	- 10 444 572

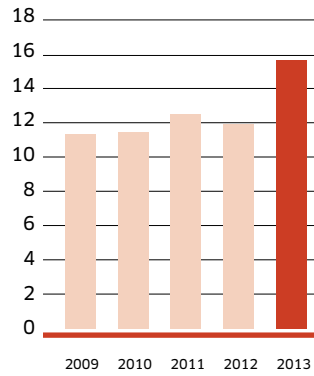
Évolution des chiffres clés

(en M€)

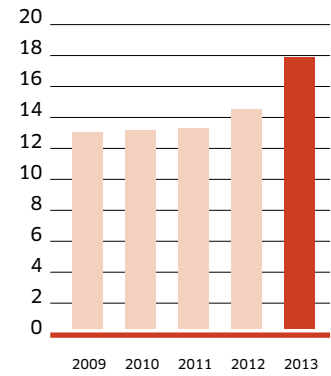
**Chiffre
d'affaires**



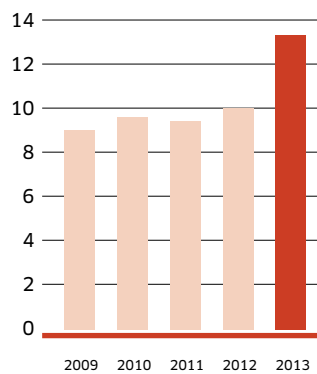
**Résultat
d'exploitation**



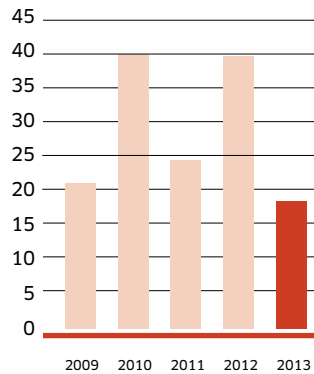
**Résultat courant
avant impôts**



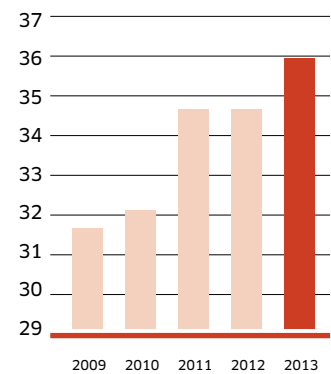
Résultat net comptable



Investissements



**Capacité
d'autofinancement**



Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice 2013

1 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Le bâtiment F5c (9 500 m²), destiné à la vente en libre-service de produits « plurivalents » et traiteurs, a été livré dans le courant du premier semestre et six entreprises spécialisées dans les arts de la table, le vin, les produits charcutier et traiteur, les fruits et légumes et les spécialités gastronomiques italiennes s'y sont installées. Ce bâtiment marque la première étape de l'édification d'une Allée de la Gastronomie qui accueillera des entreprises travaillant la clientèle traiteur et restauration.

Concernant notre participation minoritaire dans la JV Shanghai Rungis Market Management Co., Ltd: le processus de résiliation anticipée du contrat de la JV qui avait été engagé fin 2012 s'est poursuivi tout au long de l'année pour aboutir en janvier 2014 à la signature d'un accord de cession des parts détenues par la SEMMARIS (33,4%) à Shenzhen HiGreen Investment Management Co., Ltd qui en détenait déjà 20%, et ce en accord avec l'actionnaire majoritaire Shenzhen Agricultural Products Co., Ltd. détenteur de 46,6% du capital. Cette cession est conditionnée par l'obtention du nouveau permis d'exploiter délivré par le ministère de l'Industrie et du Commerce qui devrait être délivré dans un délai de 5 mois faute de quoi la JV sera dissoute et liquidée.

La société a procédé à un changement de méthode de comptabilisation des produits des péages en se donnant les moyens d'évaluer l'encours des produits facturés mais non encore utilisés à la date d'arrêté des comptes. Ces produits, qui ont été comptabilisés en produits constatés d'avance à hauteur de 1 863 661 €, ont un impact négatif sur le chiffre d'affaires de l'exercice.

2 PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ

En vertu du décret n° 65-325 du 27 avril 1965, la SEMMARIS est concessionnaire de l'État pour la construction et l'exploitation du Marché d'Intérêt National de PARIS-RUNGIS créé par le décret n°62-795 du 13 juillet 1962 et ce jusqu'au

29 avril 2034, terme de la concession fixé par l'arrêté du 27 février 2003.

La SEMMARIS assure sa mission dans le cadre des articles L761-1 et suivants et R761-1 et suivants du Code de Commerce relatifs aux Marchés d'Intérêt National.

3 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1 Principes

Les comptes de l'exercice sont présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable Général.

Les hypothèses de base de continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices et coûts historiques ont notamment été suivies.

Les informations chiffrées sont fournies, sauf indications contraires, en euros.

3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations de la société sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont réparties en deux rubriques :

- **Immobilisations propres**, constituées d'actifs immobiliers situés en dehors du périmètre de la concession (dite Zone A) et de matériels et mobiliers dissociables de la concession.
- **Immobilisations du domaine concédé** qui devront être remises gratuitement et en bon état d'usage à l'autorité concédante à la fin du contrat de concession. Conformément à la convention du 23 février 1967 avec l'État, complétant les dispositions du Décret 65-325 du 27 avril 1965 modifié, les bâtiments, constructions et installations de la concession sont propriété de l'État dès leur édification ou leur acquisition par la société.

a) Amortissement de caducité

Les immobilisations du domaine concédé font l'objet d'un amortissement de caducité classé au passif en "autres fonds propres". Cet amortissement a pour objet de ramener

Annexe au bilan et au compte de résultat

de l'exercice 2013

la valeur nette comptable des biens de retour à une valeur nulle à l'issue de la concession.

Il est calculé :

- Linéairement de la date d'investissement des capitaux jusqu'à celle de la fin de la concession pour la partie financée sur fonds propres ou sur emprunts contractés à partir de l'exercice 2003.
- Sur l'échéancier des crédits pour la partie financée par des emprunts antérieurs à 2003.

La base d'amortissement correspond à la valeur brute des immobilisations diminuée des subventions d'investissement et des provisions pour renouvellement utilisées conformément à leur objet et maintenues au passif du bilan.

b) Amortissement technique

Depuis le 1^{er} janvier 2003, la société applique l'approche par composants (règlement CRC 2002-10 du 12 décembre 2002). Les amortissements sont déterminés en dissociant chaque actif par composants ayant leur propre durée d'utilisation et rythme de renouvellement.

Les immobilisations concédées renouvelables et les immobilisations propres à la société sont amorties sur leur durée d'utilisation, à savoir :

- | | |
|----------------------------------|----------------|
| - Agencements et installations | de 10 à 40 ans |
| - Mobilier et matériel de bureau | de 5 à 10 ans |
| - Matériel informatique | 5 ans |
| - Véhicules | 5 ans |

Les structures de bâtiments dont la durée d'utilisation est évaluée à 70 ans, les aménagements généraux et V.R.D. dont la durée d'utilisation est supérieure à la durée de la concession, ne font pas l'objet d'amortissements techniques.

c) Dépréciation des immobilisations

L'environnement technique, économique et juridique auquel l'actif immobilisé de la société est dévolu n'a pas enregistré de changement important.

L'approche globale de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles, déduction faite des amortissements de caducité déjà pratiqués et inscrits au passif du bilan en Droits du Concédant, ne révèle pas de perte de valeur significative. À ce titre, la concession dans son ensemble est retenue comme unité génératrice de trésorerie.

d) Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement reçues pour assurer le financement des immobilisations sont inscrites au passif du bilan dans les capitaux propres. Elles y sont maintenues et ne font pas l'objet de reprise puisque venant en déduction de la valeur des immobilisations du domaine concédé pour le calcul des amortissements de caducité (cf. note 3-2-a).

3.3 Immobilisations financières

La valeur brute des participations correspond à la valeur d'acquisition. Le cas échéant, des dépréciations sont constatées en tenant compte de la valeur d'inventaire des titres détenus et de l'évolution prévisible des résultats de la société considérée.

3.4 Créances et dettes d'exploitation

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, sur la base d'un examen individuel, dépréciées pour tenir compte des risques de non recouvrement.

3.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites à l'actif pour leur valeur d'achat. Le cas échéant, une dépréciation est constatée par rapport au dernier prix du marché.

3.6 Autres fonds propres

En application des dispositions du Plan Comptable Général relatives aux opérations faites dans le cadre des concessions de services publics, la valeur des droits du concédant exigibles en nature au titre des biens en concession inscrits à l'actif est portée au passif du bilan.

Cette rubrique regroupe les subventions d'investissement reçues (cf. note 3-2-d), les amortissements de caducité (cf. note 3-2-a) et les provisions pour renouvellement antérieurement constituées et utilisées conformément à leur objet.

3.7 Provisions pour risques et charges

Une provision est dotée si la société a une obligation à l'égard de tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation se traduise par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la clôture des comptes. Ces provisions sont estimées en fonction

des données connues de la société à la date d'arrêté des comptes.

Le poste "provisions" du compte de résultat regroupe les amortissements de caducité (cf. note 3-2-a) et les provisions pour risques et charges.

3.8 Droits de Première Accession

Les Droits de Première Accession correspondant à une entrée dans un bâtiment nouvellement créé ou restructuré sont étalés sur la durée de la concession. Antérieurement portée en produits exceptionnels, l'annuité rapportée au compte de résultat est inscrite en produits d'exploitation depuis le 1^{er} janvier 2004. Pour l'exercice 2013, son montant s'élève à 948,6 K€.

Par ailleurs, jusqu'au 31 décembre 2002, ces recettes étaient fiscalisées au moment de leur facturation générant ainsi un impôt payé d'avance. Compte tenu du caractère de ces produits qui relèvent en fait de loyers perçus d'avance, et après avis favorable des Services de la Législation Fiscale, ces recettes reçoivent depuis 2003 une imposition étalée parallèle au traitement comptable.

Les autres Droits de Première Accession concernant des réaffectations de locaux libérés dans le cadre de résiliations, sont considérés comme des produits de l'exercice de facturation et inscrits en produits exceptionnels sur opération de gestion.

Les rachats de droits constituent une charge exceptionnelle de l'exercice au cours duquel l'engagement du rachat est conclu.

3.9 Engagements en matière de retraite

Les engagements en matière d'Indemnités de Fin de Carrière à verser aux salariés partant à la retraite font l'objet d'un contrat spécifique à cotisations définies avec un organisme extérieur de gestion collective.

Les engagements au titre des droits à indemnités sont financés en partie par le montant du Fonds constitué et par un paiement complémentaire lequel paiement est constaté en charges de la période à laquelle il se rapporte. Les engagements sont ainsi intégralement financés.

Le montant des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés est évalué sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, des charges sociales patronales, d'âge de départ et de probabilité de versement. Ces paiements futurs sont ramenés à leur valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation déterminé en fonction du taux des emprunts d'État à 10 ans et des primes de risque observées sur les émissions obligataires des entreprises industrielles et commerciales de première catégorie.

4 CONSOLIDATION

Conformément aux dispositions de l'article 233-19 du Code de commerce, en dérogation des principes comptables, la société ne publie pas de comptes consolidés, ses filiales et participations étant d'importance négligeable.

5 COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN

5.1 Immobilisations incorporelles (en €)

Valeur brute des immobilisations incorporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles propres à la société					
Autres (logiciels)	869 571				869 571
Immobilisations en cours	46 781	295 726			342 507
Immobilisations incorporelles du domaine concédé					
Marque commerciale ⁽¹⁾	91 326				91 326
TOTAL	1 007 678	295 726			1 303 404

(1) En 1997, la Société a acheté la marque « Rungis Actualités ». Cette immobilisation incorporelle d'un montant de 91 326 € a été classée en « immobilisation non-renouvelable du domaine concédé ». Elle fait l'objet d'un amortissement de caducité sur la durée de la concession.

Annexe au bilan et au compte de résultat

de l'exercice 2013

5.2 Immobilisations corporelles (en €)

Valeur brute des immobilisations corporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations corporelles propres à la société	2 621 568	59 978			2 681 546
Terrains	64 138				64 138
Constructions	163 068				163 068
Matériel et outillage	222 922				222 922
Matériel de transport	107 439				107 439
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 724 516	59 978			1 784 494
Agencements, installations	339 484				339 484
Immobilisations en cours					
Immobilisations du domaine concédé	559 085 005	17 305 148	335 714		576 054 438
Immobilisations non renouvelables					
Terrains	6 850 091				6 850 091
Constructions	256 323 338		178 831	12 425 872	268 570 379
Agencements, installations et divers	25 098 863			7 925 259	33 024 122
Aménagement des terrains (VRD)	18 419 499				18 419 499
Immobilisations renouvelables					
Matériel industriel	126 269 713		25 168	140 039	126 384 584
Agencements, installations	113 230 888		32 035	603 975	113 802 828
Immobilisations en cours	12 791 309	17 305 148		-21 095 144	9 001 312
Avances et acomptes sur immobilisations	101 303		99 681		1 622
TOTAL	561 706 573	17 365 126	335 714		578 735 984

Les principales variations des postes immobilisations corporelles proviennent de :

La constatation d'immobilisations en cours pour 17,3 M€, dont les principales opérations concernent :	
La fin de la construction du bâtiment libre-service plurivalent F5c	5,5 M€
La modernisation des carreaux de vente des fruits et légumes	3,6 M€
La rénovation du réseau d'éclairage public	1,5 M€
La modernisation des monte-charge et ascenseurs	0,6 M€
La diminution des immobilisations en cours pour 21,1 M€, dont les principales opérations sont :	
La livraison du bâtiment libre-service plurivalent F5c	12,6 M€
La mise en service des travaux du tramway Villejuif Athis-Mons	3,1 M€

5.3 Amortissements (en €)

Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	Cumul début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Sorties d'actifs et autres reprises	Cumul fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	825 026	16 517		841 543
Immobilisations propres à la société	2 165 615	150 277		2 315 892
Constructions	163 068			163 068
Matériel et outillage	221 508	647		222 155
Matériel de transport	107 439			107 439
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 334 116	149 630		1 483 746
Agencements, installations	339 484			339 484
Immobilisations corporelles concédées	141 886 015	10 955 382	41 520	152 799 877
Immobilisations renouvelables				
Matériel industriel	73 095 646	5 780 262	16 285	78 859 623
Agencements et installations	68 790 369	5 175 120	25 235	73 940 254
TOTAL GÉNÉRAL	144 876 656	11 122 176	41 520	155 957 312

5.4 Immobilisations financières (en €)

Valeur brute des immobilisations financières	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Participations	10 504 796			10 504 796
Créances rattachées à des participations	1 425 483		394 820	1 030 663
Autres titres	20 085			20 085
Autres	231 834			231 834
TOTAL GÉNÉRAL	12 182 199		394 820	11 787 379

La diminution des immobilisations financières s'explique par le remboursement partiel de l'avance rémunérée consentie à BRI.

Le tableau des filiales et des participations se présente comme suit:

Société	Capital	Réserves	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis	Cautions et avals fournis	Chiffre d'affaires	Bénéfice net ou perte	Dividendes encaissés
I - FILIALES									
B.R.I. ⁽¹⁾	2 896 531	0	100,00	10 395 072	1 030 663		2 637 101	1 530 037	1 367 050
SRMM CO.,LTD ⁽²⁾	292 547	-66 917	33,40	93 717			298 080	5 981	
II - FILIALES									
< 1%				36 092					

(1) Société Civile Immobilière créée par des investisseurs institutionnels dans les années soixante-dix pour la réalisation d'un programme de 21 000 m² de bureaux sur des terrains privés dont elle est propriétaire et jouxtant la zone A du MIN. En 1981, la SEMMARIS a acquis 90% des parts de cette SCI et depuis 2001 elle détient 100% du capital.

(2) Shanghai Rungis Market Management Co., Ltd créée le 16 avril 2010. Données relatives à l'exercice clôturé le 31 décembre 2012. Taux de conversion au 31 décembre 2012 : 0,121644 € pour 1 CNY.

Annexe au bilan et au compte de résultat

de l'exercice 2013

5.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurant au bilan sont inscrites à leur valeur d'acquisition. Elles comprennent :

- des SICAV de trésorerie en valeur de marché pour 17,30 M€;
- des certificats de dépôts et bons à moyen terme pour 33,24 M€, dont 1,24 M€ d'intérêts courus;
- des obligations pour 8,20 M€, dont 0,04 M€ d'intérêts courus.

La valeur d'inventaire des obligations est arrêtée sur la base des cours moyens de Bourse du mois de décembre. Hors coupons courus, elle s'élève à 8 636,4 K€, traduisant d'une part 479,0 K€ de plus-values latentes et d'autre part 1,1 K€ de moins-values latentes au titre desquelles une reprise de provision pour dépréciation de 33,5 K€ est comptabilisée sur l'exercice.

5.6 Tableau de variation des capitaux propres (en €)

	Valeur au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
Capital	14 696 158			14 696 158
Prime d'apport	15 050 703			15 050 703
Réserves	1 469 616			1 469 616
Report à nouveau	38 714 064	5 010 967		43 725 032
Résultat de l'exercice	9 999 926	13 178 494	9 999 926 ⁽¹⁾	13 178 494
Subventions d'investissement nettes	68 315 933	245 854		68 561 788
Amortissements de caducité	235 413 752	11 677 348	112 006	246 979 094
Provisions pour renouvellement utilisées	23 389 392			23 389 392
TOTAL GÉNÉRAL	407 049 545	30 112 664	10 111 933	427 050 276

(1) Dont dividendes distribués de 4 988 959 €.

Le capital est composé de 386 741 actions d'une valeur nominale de 38 €.

L'augmentation du poste subventions concerne pour l'essentiel le remboursement par la RATP des travaux réalisés pour le passage sur le marché de la ligne de tramway Villejuif-Athis-Mons (196 K€).

La diminution des amortissements de caducité (112 K€) est liée à la destruction du bâtiment V06.

5.7 Tableau de variation des provisions (en €)

	Valeur en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Valeur en fin d'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour risques et charges	1 091 474	304 438	23 030	632 054	740 829
Autres provisions	1 091 474	304 438	23 030	632 054	740 829
Provisions pour dépréciations	1 606 884	514 178	156 547	160 411	1 804 104
Immobilisations corporelles du domaine concédé	347 746		89 472		258 274
Titres de participation	93 717				93 717
Clients	1 130 840	514 178	67 075	126 882	1 451 061
Valeurs mobilières de placement	34 581			33 529	1 052
TOTAL GÉNÉRAL	2 698 358	818 616	179 577	792 465	2 544 933

Provisions pour risques et charges :

Elles font l'objet d'une dotation complémentaire de 304,4 K€ destinée à couvrir un litige Prud'homal en cours avec un ancien salarié et un litige avec un concessionnaire.

Les reprises de provisions de 655,1 K€ se répartissent comme suit :

- contribution à des travaux de voirie devenue sans objet 632,1 K€;
- litige avec un fournisseur 23 K€.

Dépréciation des immobilisations du domaine concédé :

Le bâtiment V06, dont la destruction était programmée, avait fait l'objet d'une dépréciation sur la base de sa valeur nette comptable fin 2012 (89,5 K€). La destruction ayant été réalisée, la dépréciation a été reprise sur l'exercice.

5.8 Comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 1 384 143 € HT. Elles correspondent, par nature, aux éléments suivants :

- Achats 150 839 € HT.
- Services extérieurs 1 233 304 € HT.

Les produits constatés d'avance en fin d'exercice s'élèvent à 24 620 159 € HT. Ils correspondent, par nature, aux éléments indiqués ci-dessous, et concernent des prestations facturées mais non encore fournies à la date d'arrêté des comptes. Figurent également sous cette rubrique les Droits de Première Accession étalés sur la durée de la concession (cf. note 3-8).

- Redevance d'occupation et charges (net des remises pour paiement par prélèvement automatique) 3 530 046 €.
- Produits des péages 1 863 661 €.
- Droits de Première Accession 19 226 452 €.

5.9 Créances et dettes

a) Créances (en €)

Nature	Montants bruts	Degré d'exigibilité	
		Moins de 1 an	Plus de 1 an
Créances de l'actif immobilisé	1 262 498	394 820	867 678
Créances rattachées à des participations	1 030 663	394 820	635 843
Autres	231 834		231 834
Créances de l'actif circulant ⁽¹⁾	23 198 483	22 178 243	1 020 240
Comptes clients et comptes rattachés	16 467 025	16 239 859	227 166
Autres	5 347 316	5 347 316	
Charges constatées d'avance ⁽²⁾	1 384 143	591 069	793 074
TOTAL	24 460 981	22 573 063	1 887 918

(1) Dont: - Entreprises liées: 1 987 348 € (Bureau Rungis International).
- Subventions à recevoir: 211 895 € (RATP: 203 795 €)
- Effets à recevoir: 286 408 €

(2) Dont assurances dommages ouvrages: 968 741 €.

Les produits à recevoir en fin d'exercice se présentent comme suit:

- Clients produits non encore facturés: 2 461 893 € TTC.

Annexe au bilan et au compte de résultat

de l'exercice 2013

b) Dettes (en €)

Nature	Montants bruts	Degré d'exigibilité		
		Moins de 1 an	Plus de 1 an	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit	14 969 193	5 048 172	7 380 601	2 540 419
Emprunt 2003 C.A.	1 352 055	1 007 517	344 538	
Emprunt 2003 S.G.	1 899 492	1 512 357	387 135	
Emprunt 2005 C.A.	724 321	576 922	147 399	
Emprunt 2005 NATIXIS	750 000	500 000	250 000	
Emprunt 2010 C.A.	10 243 325	1 451 377	6 251 529	2 540 419
Soldes créditeurs de banques				
Autres dettes financières	18 541 904	993 038	217 149	17 331 718
Cautionnements reçus	17 239 493			17 239 493
Agence de l'eau	372 969	63 595	217 149	92 225
Intérêts courus	50 363	50 363		
SOGERIS & Divers	879 079	879 079		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 102 470	9 102 470		
Dettes fiscales et sociales	11 078 454	11 078 454		
Dettes sur immobilisations	8 056 442	8 056 442		
Autres dettes	3 155 418	3 155 418		
Produits constatés d'avance	24 620 159	5 023 443	4 067 143	15 529 573
TOTAL GÉNÉRAL	89 524 041	42 457 438	11 664 893	35 401 711

Les dépôts et cautionnements versés par les clients figurent dans les dettes à plus de 5 ans pour un montant de 17 239 493 €.

Les emprunts à taux fixes s'élèvent à 14,22 M€ avec un taux moyen de 3,18% l'an.

Les emprunts à taux variables s'élèvent à 0,75 M€. Ils sont indexés sur l'Euribor 3 mois avec une marge de +0,125%.

Les charges à payer, 7 920 276 € TTC en fin d'exercice, se présentent comme suit :

- Fournisseurs - factures non parvenues	3 933 747 €
- Fournisseurs - factures d'immobilisations	2 124 496 €
- Personnel - dettes pour congés payés & divers	2 732 861 €
- Personnel - réserve spéciale de participation	750 696 €
- Organismes sociaux	1 163 967 €
- Autres	89 701 €

6 COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RÉSULTAT

6.1 Effectif

La situation de l'effectif en fin d'exercice se présente comme suit :

	Cadres et assimilés		Agents de maîtrise		Employés		Fonctionnaires détachés		Total	
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
Situation au 01/01/2013	114	1	59	1	28	2	2		203	4
Entrées	10	4	8	2	4	3			22	9
Embauches	3	4	4	2	4	3			11	9
Mutations/Promotions	7		4						11	
Sorties	7	1	8	2	4	4	1		20	7
Démissions	1								1	
Mutations/Promotions			7		4				11	
Licenciements			1						1	
Fin de C.D.D.		1		2		4				7
Autres départs	4								4	
Départs en retraite	2						1		3	
SITUATION AU 31/12/2013	117	4	59	1	28	1	1		205	6

6.2 Rémunération des membres des organes d'administration et de direction

Le montant global des rémunérations et jetons de présence versés aux membres des organes d'administration et de direction au cours de l'année 2013 s'élève à 234 700 €.

Annexe au bilan et au compte de résultat

de l'exercice 2013

6.3 Détails des produits d'exploitation (en K€)

Nature des produits	Exercice 2013	Exercice 2012	Variation 2013/2012 (en %)	Exercice 2011
Produits proportionnels				
Péages				
Produits des péages à la monnaie	5 185,5	5 175,3	0,2	4 917,7
Abonnements	4 275,5	6 052,1	-29,4	5 860,8
Supports	236,2	205,0	15,2	218,8
Redevances aux tonnages				
Viande	0,0	0,0	0,0	2,7
Volaille	0,0	0,0	0,0	451,9
Redevances carreau banal	353,3	376,8	-6,2	355,7
Redevances de transit	34,8	32,9	5,8	87,0
Ventes d'eau	2 485,8	2 541,0	-2,2	2 562,3
Locations de salles	7,2	32,0	-77,5	27,9
Produits ordinaires				
Redevances d'occupation indexées	16 461,7	15 968,2	3,1	15 283,7
Redevances d'occupation homologuées	39 028,0	36 259,3	7,6	35 282,3
Droits de Première Accession étalés	948,7	918,0	3,3	792,7
Redevances sur services concédés				
Kiosques, Parkings, Quais, Frigos	2 075,2	1 930,2	7,5	1 871,5
Produits sur charges récupérables				
Chauffage, Climatisation & Charges générales	25 028,5	23 677,3	5,7	22 726,0
Produits divers				
Ventes diverses	406,2	315,2	28,9	348,2
Autres produits des activités annexes				
Saisies, locations matériel, honoraires, travaux et divers	1 316,7	1 084,1	21,5	1 656,0
Honoraires Rungis Ingénierie	349,5	304,1	14,9	166,7
Remise pour prélèvement automatique	-1 111,1	-1 046,8	6,1	-1 025,8
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	97 081,7	93 824,7	3,5	91 586,1
Reprises de provisions et amortissements	194,0	231,7	-16,3	479,3
Dont créances clients	194,0	224,8	-13,7	352,2
Transferts de charges	369,0	292,8	26,0	342,6
Dont remboursements de sinistres	279,7	149,8	86,7	211,7
Subventions d'exploitation	7,8	8,0	-2,5	222,2
Autres produits de gestion courante	44,0	50,0	-12,0	45,0
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	97 696,5	94 407,2	3,5	92 675,2

6.4 Détails des biens et services consommés (en K€)

Nature des charges	Exercice 2013	Exercice 2012	Variation 2013/2012 (en %)	Exercice 2011
Autres approvisionnements				
Travaux pour compte de tiers refacturés	328,1	206,3	59,0	580,7
Achats non stockés de matières premières				
Électricité	2 352,1	2 356,9	-0,2	2 592,0
Eau	1 592,6	1 742,3	-8,6	1 750,5
Combustibles	2 240,1	2 309,5	-3,0	2 139,5
Autres	386,8	337,5	14,6	314,6
Sous-total achats non stockés	6 571,6	6 746,1	-2,6	6 796,6
Personnel extérieur				
Intérimaires	231,4	185,1	25,0	177,5
Gardiennage	947,9	991,9	-4,4	939,1
Autres	3,1	4,6	-34,2	0,9
Sous-total personnel extérieur	1 182,3	1 181,6	0,1	1 117,5
Locyers de crédit-bail	0,0	0,0		0,0
Autres biens et services consommés				
Nettoisement et entretien général du Marché ⁽¹⁾	14 850,9	14 216,0	4,5	13 771,3
Locations	3 841,8	3 682,3	4,3	3 525,4
Entretien, réparations, maintenance et travaux ⁽¹⁾	6 088,5	5 914,4	2,9	7 060,8
Primes d'assurances	1 371,8	1 351,8	1,5	1 418,7
Honoraires	1 950,2	1 930,1	1,0	1 705,3
Promotion du Marché ⁽¹⁾	1 273,9	1 143,7	11,4	1 076,7
Charges sur sinistres	319,6	202,5	57,8	187,6
Autres ⁽¹⁾	948,3	1 035,6	-8,4	1 104,3
Sous-total autres biens et services consommés	30 644,9	29 476,4	4,0	29 850,2
TOTAL DES BIENS ET SERVICES CONSOMMÉS	38 726,9	37 610,5	3,0	38 345,0

(1) Afin de permettre la comparaison des chiffres d'un exercice sur l'autre :

- les campagnes de réfection de la voirie ont été reclassées du poste entretien, réparations, maintenance et travaux en nettoyage et entretien général du marché à hauteur de 630 518 € en 2012.

- 88 000 € de frais de mécénat ont été reclassés du poste autres au poste promotion du marché en 2012.

6.5 Charges et produits financiers (en K€)

Charges	542,8
- intérêts sur emprunts	542,1
- autres frais financiers	0,7
Produits	2 698,5
- participations (dividende Bureau Rungis International)	1532,3
- valeurs mobilières	1132,7
- reprise de provision pour dépréciation du portefeuille obligataire	33,5

Annexe au bilan et au compte de résultat

de l'exercice 2013

6.6 Charges et produits exceptionnels (en K€)

a) Charges	356,4
Sur opérations de gestion	5,8
Sur opérations en capital	
Valeur des éléments d'actif cédés ou détruits (bâtiment V06)	194,5
Autres	156,0
<i>Dont sinistre construction F5c</i>	96,5
<i> perte sur litige fournisseur</i>	51,7
b) Produits	2 790,2
Sur opérations de gestion	1 083,4
<i>Dont autres D.P.A. (Cf. note 3-8)</i>	872,6
<i> pénalités sur contrat fournisseur</i>	146,0
<i> sanctions aux usagers</i>	63,6
Sur opérations en capital	
Produits de cession d'éléments d'actifs	
Autres	668,5
<i>Dont indemnités clients</i>	11,8
<i> reprise de dettes prescrites</i>	634,8
Reprises de provisions et amortissements	856,6
<i>Dont dépréciation d'immobilisations suite à la destruction du bâtiment V06</i>	89,5
<i> contribution à des travaux de voirie devenue sans objet</i>	632,1
<i> litige fournisseur</i>	23,0
<i> reprise d'amortissement de caducité suite à la destruction du bâtiment V06</i>	112,0
Transferts de charges	181,8
dont remboursement assurance sinistres (incendie D6a 78,5 K€, construction F5c 103,3 K€)	181,8

6.7 Impôts sur les sociétés (en €)

Après déductions et réintégrations des éléments comptables non fiscalisés, le résultat net fiscal de l'exercice s'élève à 18,723 M€.

La ventilation des bases et de l'impôt entre la partie imputable au résultat courant et aux éléments exceptionnels se présente comme suit :

	Courant	Exceptionnel
Résultat comptable avant impôts	17 136 414	2 433 834
Réintégrations	1 076 022	240
Déductions	1 104 503	818 811
RÉSULTAT IMPOSABLE	17 107 933	1 615 263
Impôts	5 835 620	556 135

L'étalement comptable des Droits de Première Accession fiscalisés lors de leur facturation jusqu'en 2002 (cf. note 3-8 ci-dessus) se traduit par un impôt payé d'avance, non comptabilisé. Au taux actuel d'imposition, ce crédit qui sera récupéré au fur et à mesure des réintégrations comptables au chiffre d'affaires des exercices à venir s'élève à 1,81 M€.

6.8 Engagements hors bilan (en K€)

	2013	2012
Engagements reçus		
Cautions bancaires des concessionnaires	3 877	3 889
Cautionnements bancaires des fournisseurs	4 025	4 211
Engagements donnés		
Participation au G.I.E. des M.I.N.	p.m.	p.m.
Commandes en cours aux fournisseurs sur immobilisations	5 372	5 146
Participation aux travaux de mise aux normes de l'UIOM (Part SEMMARIS des annuités d'emprunts souscrits par le SIEVD au titre des travaux de mise en conformité de l'usine d'incinération)	4 685	5 948

6.9 Engagements en matière de retraite

Aucun engagement, notamment en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées, n'a été contracté au profit des dirigeants ou des organes d'administration.

Les engagements en matière d'Indemnités de Fin de Carrière à verser aux salariés partant à la retraite font l'objet d'un contrat spécifique avec un organisme extérieur de gestion collective.

Le solde du fonds collectif s'élève à 1 059,6 K€ au 31 décembre 2013.

La couverture de la totalité de nos engagements sociaux différés, charges sociales comprises, a généré au titre de l'exercice une charge de 69,8 K€.

Cette charge résulte des hypothèses suivantes qui sont inchangées par rapport à celles utilisées au 31 décembre 2012 :

- taux d'actualisation et de rendement du fonds de 3,0%;
- augmentation annuelle des salaires de 3,0%;
- âge de départ à la retraite à 65 ans.

6.10 Droit individuel à la formation

Au 31 décembre 2013, le capital temps de formation acquis par les salariés de l'entreprise au titre du D.I.F., institué par la Loi 2004-391 du 4 mars 2004, s'élève à 19 880 heures. Les demandes de formation sur ce crédit ont représenté 474 heures sur l'exercice 2013.

Rapport des Commissaires aux Comptes

sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2013

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- ♦ le contrôle des comptes annuels de la société SEMMARIS S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- ♦ la justification de nos appréciations;
- ♦ les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 *Opinion sur les comptes annuels*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Paris La Défense, le 11 avril 2014
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Philippe ARNAUD
Associé

2 *Justification des appréciations*

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Les notes 3.2 et 3.8 de l'annexe exposent les règles et principes comptables relatifs notamment aux immobilisations du domaine concédé, aux amortissements de caducité, aux subventions d'investissements et aux droits de première accession.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 *Vérifications et informations spécifiques*

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 11 avril 2014
Cailliau Dedouit et Associés
Rémi SAVOURNIN
Associé



SEMMARIS

1, rue de la Tour - BP 40316 - 94152 Rungis Cedex
www.rungisinternational.com